


ARY
969


LIB
FEB 10
UNIVERSITY OF T

LA QUESTION DES NATIONALITÉS.

L'EUROPE
L'AUTRICHE ET LA HONGRIE

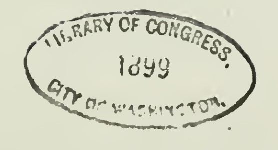
PAR

LOUIS KOSSUTH

TROISIÈME ÉDITION AUGMENTÉE.

BRUXELLES
FR. VAN MEENEN ET COMP., IMPRIMEURS-ÉDITEURS
RUE DE LA PUTTERIE, 33

1859


LIBRARY OF CONGRESS.
1899
CITY OF WASHINGTON.

/

/1085

/109

PRÉFACE.

Que la diplomatie se remue ou ne se remue pas, que des coalitions se forment ou ne se forment pas, la paix du monde ne sera pas moins compromise aussi longtemps que les occupations étrangères n'auront pas cessé.

Aujourd'hui c'est de l'Italie que partent les cris de guerre, hier c'était de la Servie, demain ce sera peut-être de la Hongrie.

La menace permanente de guerre n'est ni dans le spectre rouge ou blanc, ni dans les questions d'organisation sociale ou administrative, mais dans la question brûlante des nationalités.

Le danger, c'est de vouloir empêcher la chute de l'Autriche et de la Turquie. Les perturbateurs de la paix ne sont pas les peuples qui tâchent de secouer

le joug étranger, mais ceux qui les oppriment et ceux qui s'allient aux oppresseurs. L'Autriche à la veille de la décomposition de son empire polyglotte, ne peut vivre qu'à l'ombre de l'aigle russe ou en arrachant aux Turcs les lambeaux slavo-roumains, pour s'en faire de nouveaux éléments de vie.

Les Hapsbourgs sont plus étrangers aux Italiens, aux Hongrois, aux Bohêmes, aux Galiciens, aux Serbes et aux Croates que ne le sont les Turcs à l'Europe. Ceux-ci ont au moins le courage de demeurer au milieu des races soumises, tandis que ceux-là n'osèrent jamais les aborder.

Si l'Italie attend du printemps la résurrection de son prestige national, la Hongrie demande ce que va faire la Russie. Pour la Hongrie, l'Autriche ne compte que par la protection russo-slave.

Consultez l'histoire et elle vous enseignera que dans les 140 années de guerres que la Hongrie soutint contre l'Autriche, ce fut toujours la Hongrie qui en sortit victorieuse. Jamais l'Autriche n'est parvenue à vaincre la Hongrie, tandis que la Hongrie à elle seule a plus d'une fois sauvé l'Autriche.

Si la Hongrie se tait, c'est qu'elle se recueille, c'est qu'elle veut avant tout connaître les forces ennemies et surtout le dernier mot de la Russie. Le silence qu'elle garde est le calme avant la tempête. Dans cette situation, à la veille du jour où deux

empires menacent ruine et où toutes les questions du lendemain renaissent, M. Louis Kossuth, l'ancien gouverneur de Hongrie, a repris sa puissante parole. Puisse-t-elle être entendue et comprise par tous les peuples, de l'Orient à l'Occident, du Sud au Nord!

Peuples et princes, s'ils méconnaissaient cette voix éloquente, auraient à regretter, ceux-là leurs libertés et ceux-ci leurs couronnes.

Le château de Prague garde un roi vivant, sans trône, dans l'oubli des catacombes. C'est le légitime roi et empereur Ferdinand!

Le château de Schaumbourg abrite l'archiduc Étienne, le palatin et le capitaine général que la Hongrie s'était donné d'une voix unanime. Il n'osait pas aspirer à la couronne de Saint-Étienne, et en échange du château royal de Bude, il lui échut l'exil.

Les Croates ont, en échange de leurs droits municipaux au nom desquels ils prirent les armes, le privilége de se taire.

Les vaillants Serbes ne viennent-ils pas de chasser leur prince Alexandre Kara Georgevitch, pour avoir versé leur sang en faveur de l'Autriche qui, au lieu d'un empire slave au sud, leur a fait la belle perspective — si cela ne tenait qu'à elle — de devenir une province autrichienne et d'être gouvernés par les Hapsbourgs, comme leurs frères, les Serbes de Hongrie?

Les Saxons peuvent se vanter d'avoir en remplacement des traités garantissant l'égalité de tous les cultes, et pour prix des services rendus par eux à l'Autriche, le fameux Concordat.

Le tableau que M. Kossuth a tracé dans l'une des villes les plus importantes de l'Écosse, de la situation et de l'avenir de l'Europe, bien que publié par tous les journaux anglais, n'a été encore reproduit par aucun organe de la presse sur le continent. Pourtant les peuples de la terre ferme y sont encore plus intéressés que l'Angleterre. C'est pourquoi nous avons entrepris de traduire ces discours plus nourris de faits et plus instructifs que bien des livres (1). Ne pouvant pas rendre dans la traduction la beauté, la concision et l'énergie shakspearienne de l'original, nous nous sommes contenté d'être fidèle au sens.

Bruxelles, le 4 février 1859.

(1) Ces discours ont été prononcés, les 18 et les 19 novembre 1858, dans le City-Hall, à Glascow.

LA HONGRIE

VIS-A-VIS DE L'AUTRICHE.

LA HONGRIE ET L'EUROPE.

Neuf années, pleines de tristesses et de misères, se sont écoulées depuis que la Hongrie, privée de sa liberté, de sa constitution, de son existence nationale, gît couchée sous la froide pierre de l'esclavage politique. Voilà depuis mille ans la troisième fois que ce fait se présente. La première fois, ce fut sous Léopold Ier au XVIIe siècle. La seconde fois ce fut sous Joseph II, dans le dix-huitième; les deux fois sous des Hapsbourgs. Je ne puis m'empêcher de puiser quelque espoir et quelque confiance dans ce fait, qu'à chacune de ces époques l'oppression n'a pas pesé sur mon pays au delà de dix ans. J'ai l'espoir que l'esprit de nos pères n'est pas tellement absent du milieu de la génération présente, qu'une pareille dégradation puisse peser sur elle plus longtemps. Mais cette fois les choses se passeront tout autrement. Nos pères essayèrent d'un compromis, et ils furent trompés. Il vous serait aussi facile de blanchir un

nègre, que d'obtenir qu'un Autrichien soit fidèle à un serment juré de devoir et d'honneur. La garantie des serments royaux n'a jamais été qu'illusoire. Autant de serments, autant de parjures. Le lien de la confiance est rompu, et aucun pouvoir au monde ne pourra le renouer. C'en est fait. Mais les dix années fatidiques ne sont pas encore accomplies.

O toi, qui règles la destinée des nations, et qui es juste dans ta longanimité, toi qui pèses les larmes des opprimés dans la balance des rémunérations, jette un regard de merci sur ma terre natale! Accorde-nous, oh! accorde-nous seulement l'occasion propice! Un instant favorable, voilà tout ce que nous demandons; et que notre destinée soit alors ce que nous saurons la faire. Mais c'est là la question de l'avenir. En attendant, il y a quelque chose en moi, moitié raisonnement, moitié pressentiment, qui me dit qu'il est temps de raviver l'intérêt pour la cause de la Hongrie; intérêt qui, je me plais à le croire, brûle encore au fond des cœurs anglais, bien que la main glacée du temps impitoyable l'ait refroidi.

CALOMNIES DE L'AUTRICHE.

Je ne m'appesantirai pas sur des faits qui sont familiers en substance à la plupart des Anglais. Ce que je me propose de faire, c'est de dissiper l'obscurité produite par des allégations mensongères, et de donner le moyen de comprendre le vrai caractère, les différentes faces et l'importance européenne de la cause hongroise. Messieurs, il n'est pas de cause, si juste qu'elle soit, qui ne trouve des détracteurs; il

n'est point de crime ici bas qui ne puisse trouver des adhérents factieux, intéressés à son impunité. Nous aussi, nous avons eu nos détracteurs, et les crimes monstrueux de l'Autriche ont eu leurs apologistes. On a dit que notre dernière lutte n'avait été qu'une guerre de races, dans laquelle nous, Magyars, avions joué le rôle de dominateurs, cherchant à enlever aux autres leurs droits et même leur langue. Rien n'est plus faux. Je défie qu'on puisse trouver dans l'histoire du monde entier l'exemple d'une nation qui, depuis lès temps les plus reculés jusqu'à nos jours, se soit montrée aussi tolérante, aussi juste, aussi libérale envers les autres nationalités, que la nation magyare.

Depuis la constitution de la Hongrie, au IXe siècle, jamais il n'y eut un seul droit constitutionnel, un seul privilége que les Magyars se soient réservés à l'exclusion des autres races. Il est vrai que la constitution hongroise, comme celle de tous les autres peuples de l'Europe, fut d'abord aristocratique; sans cela nous n'aurions pas eu besoin de ces réformes populaires à la conquête desquelles je puis me glorifier d'avoir pris une part considérable.

Mais, Messieurs, la prééminence aristocratique n'a jamais été réservée exclusivement aux Magyars; — toutes les races qui habitaient ce pays y participaient. Dans les rangs de notre noblesse (et celle-ci, n'étant pas restreinte aux fils aînés, s'est répandue et multipliée dans toutes les couches de la société, de sorte que chez nous le nombre des nobles égale à peu près celui des citoyens électeurs en Angleterre), — dans les rangs de notre noblesse, dis-je, on voyait des Allemands, des Slavons, des Croates, des Serviens, des Rasciens, des Grecs, des Valaques, des Arméniens, qui souvent possédaient des domaines, cultivés par de nombreux vassaux magyars; tandis que, d'un autre côté, il existait

plusieurs millons de Magyars laissés complétement en dehors de l'enceinte de la constitution. De sorte, que parler des Magyars comme de la race dominante, c'est avancer un non sens absolu, ou proférer une assertion dictée par la plus basse méchanceté.

La noblesse hongroise a tenu dans tous les temps, avec une libéralité sans exemple, ses rangs ouverts à quiconque s'était montré son égal en bravoure, ou l'avait aidée à défendre la patrie. Il y a plus, la libéralité la plus extrême envers les autres races a été tellement la maxime fondamentale de la politique hongroise, qu'outre la participation aux droits communs, et à tous les avantages de la constitution du pays, on leur a souvent accordé des droits et des priviléges spéciaux. Ainsi, par exemple, la Croatie, outre une part prééminente dans ce que je pourrais appeler notre parlement fédératif, avait non-seulement son propre parlement national, mais de plus possédait certains priviléges municipaux spéciaux, dont quelques-uns n'étaient pas sans préjudice pour nous, et jouissait du droit de constituer une nationalité politique distincte. L'impôt foncier en Croatie n'était que la moitié de ce qu'il est en Hongrie.

De plus, bien que la nation hongroise ait été la première à établir en Europe la tolérance religieuse et à rendre la jouissance des droits civils et politiques indépendante de la croyance, par respect pour l'autonomie municipale de la Croatie, elle a néanmoins consenti à renoncer à la réciprocité de certains droits avec cette portion du territoire de la couronne hongroise. Les protestants hongrois ne pouvaient acquérir en Croatie aucune propriété territoriale, tandis que tout Croate était admis à jouir de tous les avantages de notre pays, sans qu'on lui demandât quelle langue il parlait, ni dans quel temple il adorait l'Éternel. Et les

apologistes du despotisme autrichien osent calomnier ma race en l'accusant de tendances dominatrices sur les autres; — ils osent proférer cette calomnie, alors que les événements de 1848 sont encore présents à la mémoire du monde; alors qu'à cette époque, pour nous conformer aux lois de la justice éternelle, nous avons aboli toute exemption, tout privilége, et proclamé spontanément, et établi, dans la pratique, le grand principe d'une égale liberté, de devoirs semblables, de droits égaux, pour tout habitant du pays, quelle que fût sa langue, sa race, sa religion.

Cette vile calomnie n'est qu'une manœuvre de la méchanceté autrichienne, pour enlever à mon pays la cordiale sympathie du monde civilisé; j'ose espérer toutefois que cette tactique ne réussira pas.

EFFETS DE L'INTRODUCTION DE LA LANGUE LATINE EN HONGRIE.

J'arrive maintenant à la question de langage; la terrible politique de l'Autriche est parvenue, hélas! à en faire un instrument d'oppression commune; politique funeste, à qui rien n'est sacré sur la terre, et qui, semblable à cette espèce d'araignée qui extrait du poison des fleurs les plus suaves, sut si bien faire servir au triomphe de son ambition les plus nobles impulsions de la nature humaine. Lorsqu'il y a 858 ans, le premier chrétien de Hongrie, saint Étienne, conçut le projet de convertir la nation hongroise au christianisme, il invita le clergé catholique romain de la Pologne, sa voisine, de l'Allemagne et de l'Italie à venir le seconder dans son entreprise. Les révérends pères qui vinrent alors lui prêter assistance n'eurent garde d'oublier leurs intérêts

terrestres. Après avoir assuré au clergé catholique romain la prééminence politique en le faisant le premier état du royaume, et la possession de richesses incalculables, ils persuadèrent au pieux roi que maintenant qu'il avait fait entrer son royaume dans la communauté des États chrétiens, il convenait d'adopter la langue de l'Église pour l'administration d'un État chrétien. C'était là un coup de maître. Comme pas une âme vivante en Hongrie, à l'exception des révérends eux-mêmes, ne connaissait le latin, élever le latin, langue morte, à la dignité de langue officielle, équivalait tout naturellement à donner aux révérends pères la part du lion dans le gouvernement du pays. Telle fut l'origine de l'introduction de la langue latine dans le gouvernement de Hongrie.

Ce qui d'abord avait été introduit pour servir l'ambition mondaine du clergé fut ensuite employé comme un boulevard destiné à protéger l'exclusivisme aristocratique. La masse du peuple n'avait naturellement ni le loisir ni le goût d'étudier les harangues de Cicéron ou les vers d'Ovide sur l'amour : c'est pourquoi traiter les affaires publiques en latin, c'était les soustraire à la participation, à la connaissance, au contrôle du peuple. Les lois furent édictées en latin, les affaires publiques furent traitées en latin, les décrets, les règlements furent rendus en latin, les jugements furent libellés en latin, les actes furent dressés en latin et donnés en garde aux chapitres et aux monastères; les sciences furent enseignées en latin, l'instruction donnée en latin. Cette compression de la vie publique d'une nation vivante au moyen de l'étreinte cadavérique d'une langue morte, quoique magnifique, dura pendant des siècles. Quelle impérissable vitalité ne doit donc pas posséder la nationalité hongroise, puisqu'elle a pu supporter un pareil régime pendant des siècles, sans

succomber! Puis, dans une heure néfaste — oh! que maudit en soit le souvenir! — dans une heure néfaste, dis-je, les Hapsbourgs furent introduits en fraude dans le pays — et avec eux les tendances centralisatrices et les envahissements incessants exercés contre une constitution, tantôt à force ouverte, tantôt par la ruse. On espéra que la germanisation de la Hongrie, si heureusement commencée par les caresses artificieuses de Marie-Thérèse, s'achèverait par le *coup d'État* de Joseph II, qui d'un trait de plume déclara la Hongrie allemande, et la gouverna en Allemand, despotiquement, pendant dix ans. Par une réaction naturelle, toutefois, ces procédés anti-nationaux ne servirent qu'à raviver l'existence de notre riche et magnifique langue qui sommeillait, et qui, à partir de cette époque, montra une vigueur de jeunesse, une tendance à un développement rapide, telles qu'aucune autre langue ne le fit jamais en un si court espace de temps.

Mais tandis que la régénération sociale de notre nationalité s'accomplissait librement, spontanément, paisiblement dans le sein des familles, le génie virginal de notre langue, nourri, dans l'espoir d'une meilleur avenir, par le rude ouvrier des campagnes, trouvant un asile au foyer de l'humble hutte, vit enfin reconnaître son droit de naissance jusque dans les fiers palais et les académies; la langue latine, après le *coup d'État* manqué de l'allemand Joseph, éprouva naturellement un mouvement de recul et resta confinée dans la vie publique, où elle avait usurpé l'existence légale. A la même époque, l'aurore des principes libéraux, venus de l'Ouest, avait commencé à poindre sur l'Europe. Le Magyar, que Gibbon atteste avoir été doué d'un vif sentiment de la justice dès les premiers temps de son apparition, à l'époque la plus reculée des temps barbares, le Magyar ouvrit promp-

tement les yeux à cette lumière nouvelle. — Réforme! Liberté pour le peuple! Justice pour le peuple! tels furent ses cris. L'Autriche envoya à l'échafaud ces premiers apôtres de la religion de la justice. Ils sont morts; mais leur croyance n'a point péri avec eux; d'autres relevèrent le flambeau abattu de la liberté et le transmirent aux générations nouvelles (car ce fut l'œuvre de 60 années), jusqu'à ce que cette main, la mienne, le plantât sur le roc solide de la volonté de tout un peuple. C'est là qu'il brille encore! Les Hapsbourgs, ramenés par les baïonnettes russes, peuvent bien l'obscurcir pour un temps, mais le souffle d'aucun despote ne parviendra à l'éteindre.

Lorsque commença le mouvement réformiste, en 1790, quelle dut être la première réflexion qui s'empara de l'esprit de nos pères en présence des incessantes attaques de l'Autriche contre nos libertés? Ce fut que le peuple en masse devait être constitué le gardien de l'indépendance du pays et de la liberté publique; que, sans cela, l'élite des classes privilégiées, ceux que n'avait pu abattre le terrorisme autrichien, ceux que n'avait pu corrompre la dépravation autrichienne, épuisés par des luttes continuelles, finiraient par succomber. Et puisque c'était la langue latine qui empêchait le peuple de s'occuper des affaires publiques, il était évident que les règles de la justice, les exigences d'une époque éclairée, aussi bien que la sécurité de notre existence constitutionnelle, demandaient impérieusement que la langue vivante du peuple fût substituée dans le gouvernement du pays au latin, langue morte jusqu'alors employée. Quelle devait être la langue choisie, parmi les langues si nombreuses qui se parlaient dans le pays? Il ne me faudra pas grand effort pour établir que la population magyare égale presque à elle seule le nombre de toutes les autres races qui

habitent le sol de la Hongrie et qui sont au nombre de quinze, et que, comparée à la plus nombreuse d'entre elles, cette même race magyare présente un nombre trois fois plus considérable.

Je me bornerai à dire que la Hongrie est la Hongrie depuis le IXe siècle, que sa gloire dans le passé et ses espérances dans l'avenir, que la mémoire des incalculables services rendus par elle à la chrétienté et à la civilisation, que l'immense intérêt que l'Europe porte à sa vigoureuse existence, tout atteste qu'elle fut, tout exige qu'elle reste la Hongrie. Enlevez-lui cette qualité, et elle n'est plus rien pour l'Europe, si peu que rien même; car elle ne peut devenir que l'avant-garde de la monarchie universelle de la Russie, ou l'arsenal du despotisme autrichien pour opprimer dix nations différentes et pour fermer à tout jamais à la grande nation germanique la route de la liberté et de l'unité. J'ajouterai de plus que les autres langues parlées, en Hongrie, ont quelque part ailleurs leur patrie et une existence politique : la langue allemande en Allemagne; la russe en Russie; la slavonne en diverses contrées; la roumaine en Moldavie et en Valachie; la serbe en Servie. Mais notre langue, elle, n'a pas d'autre patrie, et pour me servir des expressions de nos poëtes,

Dans ton amour pour ta patrie,
Sois inébranlable, ô Magyar.
C'est le doux berceau de ta vie,
C'est la tombe où tu dois reposer tôt ou tard.

Le monde si grand et si vaste
N'a point d'autre place à t'offrir;
Que ton sort soit doux ou néfaste,
C'est là que tu dois vivre ou que tu dois mourir.

En voilà assez. Nous remplaçâmes le latin mort par notre langue vivante; mais, remarquez-le bien, Messieurs, nous ne la mîmes point à la place d'aucune autre langue vivante; nous ne tuâmes rien de ce que nous pouvions laisser vivre; partout où l'on se servait d'une autre langue, dans l'église, dans l'école, dans la paroisse, dans l'administration communale, et même dans la vie publique municipale, nous n'intervînmes point; au contraire, à l'aide des fonds publics, nous offrîmes et nous accordâmes des droits égaux à toutes les langues pour le développement moral, religieux, social et scientifique; nous nous sommes bornés à éliminer le latin mort, pour le remplacer en Hongrie par le hongrois vivant. En Hongrie, dis-je, car cette mesure ne s'étendit jamais à la vie municipale en Croatie et en Slavonie. Tout au contraire. Le parlement hongrois avait expressément reconnu que les Croates et les Slavons avaient le droit incontestable de se servir de leur propre langue dans leur administration publique et dans leur parlement provincial; et le ministère dont j'ai fait partie, encore sous la royauté, interprétant cette déclaration dans l'esprit le plus libéral, les avait spontanément invités à se servir de leur langue dans leurs relations avec le gouvernement général (1).

(1) Aux remarques de l'illustre orateur, nous pouvons ajouter encore bien des faits sur la tolérance des Hongrois concernant l'usage des langues. En Hongrie même, dans les assemblées provinciales, chaque orateur pouvait choisir la langue qui lui convenait le mieux. Ainsi, dans les villes de Zips on se servait, dans toutes les affaires publiques, du latin, de l'allemand, du hongrois, et même, devant les tribunaux et dans les actes administratifs, du slave et du polonais. Les actes sous seing privé ont été valables dans toutes les langues, la loi n'en exclut que la langue juive. Ce n'était que dans la rédaction des procès-verbaux que le hongrois était de rigueur.—Dans les actes de l'état-civil, on employait indif-

Comment se fait-il donc que ce fut précisément la Croatie, si favorisée à tous égards, que le gouvernement autrichien réussit à tromper et à entrainer dans une voie au bout de laquelle se trouvaient le suicide et la mort pour la liberté commune? Ah! Messieurs, la cour de Vienne a montré une hostilité si obstinée contre toute mesure destinée à donner de la force au gouvernement national et constitutionnel de la Hongrie que, même pour la substitution du hongrois à la langue latine, mesure que tout gouvernement imbu de la moindre idée de ses devoirs publics se serait empressé de sanctionner dans les vingt-quatre heures, nos pères et nous avons dû lutter pendant cinquante-quatre ans, de 1790 à 1844.

LA HONGRIE ET LES CROATES.

Pendant ce temps, un grand mouvement avait pris naissance dans les différentes branches de la nationalité slave. C'est là un point, Messieurs, qui concerne directement la future solution définitive à donner à la question d'Orient, que la dernière guerre de Crimée n'a pas laissée seulement pendante, mais qu'elle a beaucoup aggravée; question, Messieurs, qui, plus que toute autre, est grosse de dangers pour l'Europe. La grande famille ethnographique des Slaves (dont les Croates forment une branche) s'étend presque sur une ligne continue de la mer Polaire à l'Adriatique et à la Grèce, et de la mer Noir au Mecklembourg. Elle compte plus de

férentment le grec et le latin. Les juifs faisaient même usage de l'hébreu.

76 millions d'âmes, dont 56 millions sont à présent sujets du Czar russe, et près de 15 millions, de la maison d'Autriche. La Prusse en compte 2 millions et demi, et la Turquie autant environ. Après qu'en 1818, l'espoir du rétablissement de l'indépendance de la Pologne se fut évanoui, l'idée du Panslavisme, c'est-à-dire de la réunion des nombreuses branches de la grande famille slave sous le protectorat de la Russie, fut mise en avant pour la première fois par le prince Czartoryski (encore vivant), et alors ministre du Czar Alexandre (1).

Je ne parle point ici par esprit de censure, je me borne à rapporter un fait que je tiens du comte Zamojszky, neveu et principal confident du prince, et qui, pendant notre commune détention à Schoumla, m'a communiqué le fait dans un écrit de sa propre main. Le czar Alexandre, alors très jeune, accepta cette idée avec toute l'ardeur de la jeunesse et de l'ambition; et depuis cette époque, une quantité incroyable d'argent, de talent et d'énergie a été dépensée à la propagation de la croyance au Panslavisme. Metternich qui, bien que premier ministre de l'Autriche, était notoirement pensionné par la Russie, se conformant à son principe favori, *divide et impera*, se servit de l'arme du Panslavisme pour exciter un dissentiment national entre les Hongrois et les Croates, dans le but d'affaiblir le pouvoir de ces deux peuples et de les empêcher de résister aux plans de centralisation despotique de la cour d'Autriche.

Ainsi, pendant près de quinze années avant 1848, une vive agitation fut excitée dans la Croatie, aidée par l'argent

(1) Voyez les discours de M. Kossuth sur *l'Orient et la guerre de Crimée*, publiés en anglais, et *l'Autriche au partage de la Turquie*. Bruxelles, librairie J.-B. Tarride, éditeur.

russe et ouvertement encouragée par la cour de Vienne. C'est un des caractères historiques de la politique autrichienne que d'alimenter les haines mutuelles entre les différentes races, afin de se servir de la force de l'une pour briser celle de l'autre, et de les amener ainsi à courber la tête sous le joug de l'oppression commune. Ainsi, la maison d'Autriche vit avec plaisir la Croatie mise en feu par le Panslavisme, uniquement pour fomenter la discorde entre la Hongrie et la Croatie, et enfoncer ainsi le dard empoisonné de la discorde dans le flanc de notre unité constitutionnelle.

Mais, allez-vous me demander, quel rapport peut-il y avoir entre la haine pour la Hongrie et le Panslavisme? Voici la réponse. Nous, Magyars, qui, ni sous le rapport de la langue, si sous celui de la race, ne sommes parents d'aucune nation européenne, nous habitons la terre classique où plus d'une fois le sort de l'Europe a été pesé dans les balances de la destinée; nous sommes là comme un coin puissant entre les Slaves du nord et ceux du midi. A l'exception des Roumains de la Moldo-Valachie, qui, outre qu'ils sont affiliés à l'Église grecque, sont trop faibles pour constituer une barrière, si ce n'est réunis à une Hongrie libre et indépendante, nous seuls interceptons le courant de l'assimilation panslave. Les plans ambitieux du Panslavisme ne peuvent s'accomplir que si la Hongrie vient à être partagée à l'instar de la tunique du Sauveur crucifié, ou rendue paralytique par l'oppression. Schaffarik de Bohême, le plus docte des champions du Panslavisme, s'épuise en lamentations, en s'écriant que, sans l'intrusion (comme il l'appelle) des Magyars en Europe, les Slaves seraient depuis longtemps les maitres du monde.

C'est à ce point de vue, que les agitateurs panslaves ont contemplé avec haine et dépit la résurrection, la vigueur

juvénile de la nationalité hongroise. Celle-ci, toutefois, aurait tenu bon. Le champ le plus fertile en désastres fut la Croatie elle-même ; là, sous le bouclier de l'autonomie municipale, toujours si religieusement respectée par nous, et sous la protection patente de la cour de Vienne, ils ont eu tout le loisir de répandre les semences de haine et de laisser mûrir la moisson d'inimitiés. Ils avaient grand soin naturellement de ne pas dévoiler à leurs concitoyens le véritable esprit du Panslavisme, dans la crainte d'effaroucher le saint esprit national des Croates qui se seraient détournés avec horreur de ce plan de suicide national ; aussi ne leur parlaient-ils que de la jeunesse vigoureuse de leur race, de son grand nombre, des hautes destinées qui l'attendaient et, leur signalant l'avantage de leur position géographique, au milieu des races slaves, leurs parentes et leurs voisines, qui habitent l'Empire turc, ils leur disaient qu'étant parmi elles les plus avancés en civilisation et les seuls libres, la Croatie était appelée un jour à former dans le Sud le centre d'un État slave indépendant. Messieurs, les paroles que je prononce ce soir peuvent dépasser les murs de cette enceinte ; je le déclare donc en toute honnêteté et en toute sincérité, si telle doit être la destinée de la Croatie, je lui dis de tout cœur : *En avant*, et toute ma nation le répètera avec moi, et voici ma main amie en signe de bon accord. Mais que les nations slaves du Sud pèsent bien ceci : le Panslavisme est une chose, et l'indépendance et la liberté des nations slaves en sont une autre. Tant qu'existera d'un côté la Russie, et de l'autre ce monstrueux et despotique amalgame d'une servitude commune, l'Autriche, tout mouvement slave au sud-ouest de l'Europe, loin de produire la liberté, ne fera qu'ajouter de nouveaux éléments à l'ambitieuse prépondérance de la Russie. Ce n'est qu'à la condition d'avoir pour voisine une

Hongrie libre et indépendante que les races slaves du Sud peuvent espérer tout à la fois un libre avenir et un libre développement de leurs diverses individualités nationales, état de choses que nous, Hongrois, désirons voir surgir et auquel nous sommes sincèrement disposés à prêter aide et assistance. C'est là, je pense, une perspective plus désirable que celle de l'unité dans la servitude, sous le protectorat de la Russie.

Tout ceci, Messieurs, est maintenant bien compris, et cette intelligence des choses portera ses fruits en temps et lieu, je le crois fermement. Mais à l'époque dont nous parlons, il était encore possible aux agitateurs panslaves d'égarer l'ardeur, louable au fond et nouvellement éclose des Croates pour leur nationalité, et d'en faire un instrument de haine jalouse contre la nation hongroise, en entrainant un nombre considérable de Croates dans cette triste erreur que, s'ils voulaient voir s'établir leur nationalité, ils devaient, par tous les moyens en leur pouvoir, non-seulement s'opposer à la consolidation et aux progrès de la Hongrie, mais même aider l'Autriche à l'écraser. La vérité est que la vie nationale, la force et la liberté de la Hongrie, sont certainement les boulevards de l'Europe contre le Panslavisme (1); mais que, loin d'être des obstacles au vigoureux développement des nationalités croate, serbe et valaque, elles constituent plutôt leurs alliées les plus sûres, sans lesquelles jamais elles ne pourront fleurir, exactement comme sans une Hongrie libre, jamais la Pologne ou la Bohême ne pourront réussir dans la revendication de leur nationalité perdue, ni la conserver, si elles réussissaient à la reconquérir.

(1) Sur la race et la langue magyares, voyez la *Libre Recherche*, tome onzième, deuxième livraison.

Il y avait un parti clairvoyant et véritablement patriote (je le dis avec un sentiment de vénération sincère, mêlé de regrets au souvenir de son triste sort), il y avait un parti patriote en Croatie qui, aussi chaudement dévoué qu'on puisse l'être aux véritables intérêts de la nationalité croate, reconnut dès le début que la force de la nationalité hongroise était la meilleure, la seule garantie du développement progressif de la nationalité croate; que la liberté croate était indissolublement liée à la liberté hongroise, et que si la torche du Panslavisme n'était point éteinte à temps, elle servirait à allumer le bûcher destiné à consumer cette liberté dont la Croatie avait joui 600 ans, grâce à son union avec la Hongrie. Cette poignée intrépide de patriotes, opposant au nombre sa valeur et son indomptable fermeté, défendit la bonne cause pendant de longues années; mais les Panslaves, se parant du titre spécieux de parti patriote, leur donnèrent celui de parti hongrois, appelant ainsi sur eux la haine de leurs compatriotes abusés; et lorsque éclata la tempête soulevée par la perfidie, cette vaillante troupe fut balayée.

L'impartiale postérité rendra justice à leur patriotisme; puissent leurs débris dispersés trouver quelque consolation dans cette pensée que des jours heureux peuvent encore luire pour la bonne cause! Voilà, comment la question des langues a été exploitée. Pour terminer cette partie de mes éclaircissements historiques, il me reste à ajouter que, voyant l'animosité créée par le Panslavisme et fomentée par Metternich dans la Croatie, c'est moi qui, environ cinq ans avant les événements de 1848, me levai de ma place dans l'assemblée du comitat de Pesth, et dis : « Après 600 ans d'association fraternelle, les Croates paraissent fatigués de leur union avec nous. Cette association est chère à mon cœur, mais l'honneur de ma patrie lui est plus cher encore. Que Dieu nous

préserve de voir le nom sans tache de la Hongrie souillé par le reproche qu'elle ait voulu imposer à la Croatie une union que celle-ci repousse! Je propose d'offrir à nos frères de la Croatie la liberté de rompre leur union avec la couronne de Hongrie. Qu'ils nous quittent en paix, et qu'ils emportent avec eux nos bénédictions et nos vœux les plus vifs pour leur bonheur! » Cette motion fut acceptée à l'unanimité et soumise à la sanction du parlement; mais la Croatie la repoussa. Et c'est cette nation hongroise, messieurs, si juste, si libérale, si généreuse, que de vils calomniateurs accusent de n'avoir eu, dans la noble et héroïque lutte qu'elle a soutenue pour le droit commun et la liberté de tous, que des tendances dominatrices et le projet d'opprimer les autres races!

Après ces éclaircissements, il me sera possible d'indiquer en peu de mots ce que voulaient les Croates, les Serbes et les Valaques, en prenant les armes contre nous, juste au moment où nous fondions leur liberté et la nôtre sur une base large et démocratique. Le pouvoir de la maison d'Autriche chancelait jusque dans ses fondements. L'Italie semblait perdue. Prague était en armes. Vienne avait forcé les Hapsbourgs à chercher un asile en Tyrol. Le monstrueux amalgame de l'empire d'Autriche tombait en dissolution. Aussi ces peuples s'imaginèrent que, s'ils s'unissaient à l'Autriche pour écraser la Hongrie, ils pourraient se partager notre territoire, comme la tunique du Christ. Les Serbes espéraient pouvoir nous enlever une livre de chair coupée sur notre poitrine même, le Bannat, et l'annexer à la principauté voisine de Servie; les Valaques s'imaginaient trancher notre main droite, la Transylvanie, et, en l'annexant à sa voisine, la Valachie, jeter les fondements d'un État Daco-Roumain à la place de cette Dacie de Decebalus, que les

Romains sous Trajan anéantirent, il y a quelque 1800 ans, et les Croates se figuraient qu'unis aux autres Slaves, ils allaient recueillir les restes de l'empire d'Autriche dispersé, et le transformer en une monarchie slave.

Voilà tout le mystère expliqué. Pauvres victimes d'une triste erreur! Ils avaient oublié dans quel temps nous vivons, ils avaient oublié ce que nous sommes et ce qu'est la maison d'Autriche. Ils avaient oublié que, bien que les États puissent être découpés par les ciseaux des diplomates astucieux, il n'y a que le Tout-Puissant qui fasse des nations. Ils avaient oublié que nous sommes une nation, que le chêne hongrois a été planté là pour de plus grands desseins par une main plus puissante, et qu'ainsi planté, ce chêne vieux de mille ans, doué d'une vie impérissable, grâce à ses racines profondément enfoncées dans le sol, n'ignore pas comment on résiste à la force des plus puissantes tempêtes; ils avaient oublié enfin la haine pour la liberté et le caractère perfide de l'ingrate Autriche.

Pauvres victimes d'une triste erreur! Qu'ont-ils obtenu pour avoir prêté leurs bras à la perfide autrichienne? Ils ont obtenu le servage commun dans lequel s'est littéralement réalisée l'égalité des nationalités; toutes, en effet, sont également dépouillées de cette liberté que nous avions proclamée pour toutes; toutes sont également pressurées par les rapaces bureaucrates d'un gouvernement banqueroutier; toutes sont également foulées aux pieds du prêtre, toutes sont également étouffées par une centralisation absolutiste, qui leur signifie à toutes ses volontés en allemand. Messieurs, faibles mortels que nous sommes, nous murmurons souvent contre les épreuves que nous envoie la Providence. Il faut, en effet, une forte dose d'abnégation pour se consoler par la pensée que le fleuve de l'histoire, en exécution des grandes

lois de la destinée, passe parfois sans pitié sur toute une génération qu'il balaie, afin que la poussière des ruines qu'il disperse, puisse préparer le sol à recevoir des monuments durables. Il se peut que les épreuves de ces discordes passées et de la présente servitude commune fussent nécessaires, pour produire dans ces diverses races, autrefois mutuellement jalouses, cette communauté d'intelligence, cette harmonie de desseins, cette unité d'action, qui sont également nécessaires pour conquérir et défendre la liberté de tous.

Messieurs, je le déclare ici en présence d'un peuple libre, nous enfouissons dans le tombeau du passé le souvenir des anciennes offenses. Que nos frères en souffrance et en oppression, les Croates, les Esclavons, les Serbes, les Valaques, enfouissent dans le même tombeau les fautes que nous pouvons avoir commises! Ne nous querellons pas sur ce que nous avons été; cherchons plutôt ce que nous devrions être. Nous leur tendons une main loyale pour les aider à reconquérir leur liberté. Qu'en retour ils nous tendent aussi une main loyale pour reconquérir la nôtre. Chacun de nous avait quelque chose à oublier et quelque chose à apprendre. J'espère que cela est fait. Instruits par nos erreurs passées et par la commune servitude actuelle, j'ai la confiance que quand viendra le moment de livrer en face du ciel un nouveau combat pour la liberté, cette grande époque de régénération nous trouvera unis de cœur et d'esprit, d'intention et d'action pour lutter en faveur du droit commun, en faveur de la liberté de tous.

VÉRITABLE CARACTÈRE DE LA LUTTE HONGROISE.

Après avoir justifié la cause hongroise des fausses intentions qu'on lui prêtait à l'égard des autres races, il me sera facile d'établir en peu de mots quel a été le véritable caractère de notre dernière lutte, tant à l'égard de l'intérieur de notre pays qu'à l'égard de la maison d'Autriche. Il y a encore des gens qui propagent cette opinion erronée que le mouvement hongrois de 1848 fut dû au choc électrique que la révolution française de Février imprima au continent. Non, Messieurs, il n'en est point ainsi. La puissante fermentation produite en Europe par la révolution française, contribua certainement à persuader à nos adversaires chez nous, et à nos ennemis à la Cour, qu'il n'était plus prudent de résister aux mesures que nous proposions; mais ces mesures en elles-mêmes n'offraient rien de nouveau, tant sous le rapport des principes que sous celui de leur application. Notre programme était le résultat calculé d'un mouvement réformiste qui avait commencé en 1790. Les principes en avaient été publiquement débattus, établis et proclamés, longtemps avant qu'âme qui vive eût seulement pensé, même en songe, à la révolution française, et dans cette circonstance émouvante nous ne changeâmes rien à notre programme, qui n'était point un fruit hâtivement éclos dans la chaleur d'une émotion soudaine, mais le fruit salubre de l'arbre national, qui avait germé, fleuri, s'était formé et était arrivé à maturité sous l'influence de l'air national, de la sagesse et du patriotisme.

Ce programme peut être résumé en deux mots : justice

pour le peuple et garanties pour la Constitution. La première partie indiquait notre devoir, la seconde notre droit. Je répète que la première : justice pour le peuple, était notre devoir. Quelque grands qu'aient été les bienfaits que le parlement hongrois de 1848 a conférés au peuple, nous les avons considérés non comme une faveur accordée, mais comme l'acquittement d'une dette. Ce sont de belles paroles que celles que prononça, il y a 400 ans, Fortescue, lord-chancelier d'Angleterre : « La liberté a été greffée par Dieu même sur la nature humaine. » C'est ainsi que nous en jugeâmes; nous pensâmes que monopoliser, comme un privilége, en faveur d'une classe quelconque, ce qui est l'héritage commun des hommes, c'était se rendre coupable d'une trahison contre la nature et d'une rébellion contre Dieu. Nous aimions la liberté. Nos pères avaient porté témoignage de leur amour pour elle, en répandant leur sang à flots sur les échafauds et sur les champs de bataille; mais il y a une chose qu'ils avaient oubliée au milieu de leurs sacrifices : ils avaient oublié ce précepte que « celui qui veut être libre doit commencer par être juste. » Nous résolûmes de réparer cet oubli en distribuant la justice d'une main libérale. Nous abdiquâmes toutes nos exemptions de castes, toutes nos immunités de classes, transmises jusqu'à nous au détriment du peuple. Nous résignâmes tous nos priviléges et, nous offrant à partager avec le peuple toutes les fonctions publiques, à supporter également avec lui toutes les charges de l'État, nous l'appelâmes à partager avec nous tous les droits civiques, tous les avantages de notre commune patrie, tous les bienfaits de la Constitution, de sorte qu'il n'y eût plus que des frères animés d'une affection réciproque, appelés à jouir ensemble de la liberté individuelle, religieuse et politique. Ne sommes-nous pas, en effet, tous frères, rois ou

mendiants, riches ou pauvres, tous également soumis ici-bas aux lois de la mort, également appelés à l'espoir de l'immortalité là-haut?

Messieurs, il y a beaucoup d'actes dans les annales de la noblesse hongroise que la muse de l'histoire a entourés d'une auréole de gloire impérissable; cette gloire lui appartient en propre; mais la gloire de ce dernier acte de l'existence de la noblesse hongroise rejaillit sur l'humanité tout entière, car il démontre qu'il y a réellement dans l'homme quelque chose de divin. Je te remercie, ô mon Dieu, de m'avoir accordé de prendre à cet acte plus qu'une part ordinaire. Un jour la noblesse hongroise, comme l'antique phénix, alluma elle-même son bûcher funéraire; le lendemain il sortit de ses cendres, non plus une classe, mais une grande nation libre et unie. Devoirs égaux, droits égaux pour tout habitant du pays, quelle que soit sa race, son origine, sa langue, sa religion; telle est la première moitié des actes que nous avons accomplis en 1848. Nous eûmes ensuite à voter aux propriétaires fonciers une indemnité garantie sur les propriétés nationales, puis nous abolîmes complétement le système de vasselage, et nous élevâmes deux millions de familles d'agriculteurs à la position indépendante de propriétaires libres.

Messieurs, pour un homme qui aime son pays et la liberté, le présent est sans doute un profond sujet d'affliction; mais quand je jette un regard en arrière sur cette partie de mon existence, je sens pénétrer jusqu'à mon cœur un rayon vivifiant qui le console. Le pied impie de ce gouvernement qui est à Vienne, et à qui il n'a pas fallu moins de 200,000 baïonnettes russes pour le ramasser de la poussière où l'avaient précipité les armes légitimes de mon héroïque nation, le pied impie de ce faible mais arro-

gant gouvernement a écrasé tout vestige de liberté, de droit, de loi; mais ce grand bienfait que nos efforts ont conquis au peuple, on n'aurait pu oser y toucher.

La population des fermiers de Hongrie, de Transylvanie, de Croatie et de Slavonie, est et demeure à toujours propriétaire de ces terres; près de dix millions d'âmes jouissent ainsi du bienfait de la propriété foncière. Il y a plus, la force irrésistible de notre exemple a étendu le même bienfait à la Galicie, à la Bohême, et aux autres provinces nos voisines, et n'a pas été sans quelque influence sur le mouvement d'émancipation qui commence en ce moment en Russie. C'est quelque chose que d'avoir une semblable perspective pour reposer ses yeux au sein de l'adversité.

Peut-être avez-vous trouvé qu'en vous exposant les réformes démocratiques que nous avons introduites dans nos institutions, j'ai parlé avec un accent d'orgueil national qui ne convient guère, lorsqu'il s'agit du simple accomplissement d'un devoir. J'espère, toutefois, que vous me tiendrez pour excusé, lorsque je vous aurai dit que cet acte même n'a pu échapper aux plus provocantes critiques qui l'ont présenté sous un faux jour. J'ai vu tout récemment un ouvrage publié en anglais et en allemand, dans lequel, par un mensonge sans pudeur, l'émancipation des paysans et l'abolition du privilége de l'immunité de l'impôt, sont attribuées à la maison d'Autriche; on vante ces mesures comme étant le prix de la victoire que l'Autriche, avec l'assistance des Russes, a remportée sur la Hongrie. Messieurs, je puis laisser passer en silence les calomnies dirigées contre moi personnellement; mais quand l'honneur d'une nation est ainsi attaqué, l'histoire ainsi falsifiée et le crime transformé en apothéose, je manquerais aux devoirs de l'honnête homme, si je négligeais de m'opposer publiquement à une pareille tentative et d'im-

primer sur le front du coupable le stigmate infamant du mensonge.

L'AUTRICHE, LORD PALMERSTON ET LOUIS NAPOLÉON.

J'ai dit que la seconde partie de notre programme de 1848 était : garanties pour notre Constitution et que cela était notre droit. Je ferais aussi bien d'envoyer de la houille à Newcastle que de m'appesantir sur ce sujet. Je me bornerai donc à dire que, bien que le roi de Hongrie fût aussi empereur d'Autriche, notre pays ne faisait point partie de l'empire; nous formions un état distinct, ayant une existence politique distincte et indépendante, une constitution distincte, des lois distinctes, un gouvernement distinct. Nous étions, en réalité, par rapport à l'Autriche, exactement dans la même position que celle dans laquelle la Grande-Bretagne et l'Irlande se trouvaient par rapport au Hanovre sous Georges et Guillaume IV. Identité de souverain, mais non unité d'État ou de gouvernement. Nous formions aussi peu une province autrichienne, susceptible d'être gouvernée à l'autrichienne, que la Grande-Bretagne était une province hanovrienne susceptible d'être gouvernée à la façon hanovrienne. La seule chose que nous voulions réformer à cet égard était celle-ci : c'est que notre gouvernement national ayant été constitué sous la forme d'une chambre de Conseil (Board of Council), nous avions reconnu que le gouvernement ainsi constitué, quoique nominalement responsable envers notre Parlement, était tout à fait inefficace pour résister aux tendances absolutistes de la Cour de Vienne, parce que, pour les corporations, la responsabilité n'est

qu'une chimère. Toutefois, bien qu'une triste expérience de 300 ans eût pu justifier quelque exigence de notre part, la nation hongroise était trop magnanime pour profiter de la situation désespérée dans laquelle se trouvait la dynastie en mars 1848, afin de rogner les prérogatives légales de la royauté; tout ce que nous demandions, c'était la réalisation du principe de la responsabilité constitutionnelle en substituant des ministres personnellement responsables à la chambre du Conseil.

Le fait suivant mettra dans tout son jour la modération de notre conduite : peu de temps après le soulèvement de la Lombardie et de Venise, le cabinet de Vienne redoutant l'intervention de la France, pria le gouvernement anglais de servir de médiateur entre l'Autriche et l'Italie, offrant d'accorder à Venise et à la Lombardie précisément ce que nous avions demandé et déjà conquis. Eh bien! Messieurs, quels que soient les défauts ou les qualités de lord Palmerston, personne au monde ne l'accusera d'être trop libéral; l'échanson de Louis Napoléon Bonaparte, le père du bill des conspirateurs, n'a pas à craindre de voir ternir l'éclat de son nom par l'épithète de *radical*, non, non, il n'a pas à le craindre. Que répondit ce même lord Palmerston à cette proposition que faisait l'Autriche d'accorder aux Italiens tout ce que nous avions demandé et conquis? Il répondit : « Non, l'Angleterre ne peut offrir sa médiation sur une base aussi étroite; c'est trop peu, les Italiens ne peuvent se contenter d'aussi peu. »

Nous, Messieurs, ce peu nous suffisait, et lorsque ce peu nous eût été accordé avec une sanction solennelle, nous ne demandâmes plus qu'une chose, c'est qu'on nous laissât développer en paix la prospérité de notre pays; bien plus, ce trop loyal, ce trop généreux peuple hongrois alla jusqu'à appeler au milieu de lui le monarque désespéré, abandonné,

fugitif, l'engageant à venir confier à la loyauté hongroise sa sûreté et celle de sa famille, protestant qu'il saurait le défendre contre tout un monde en armes. Comment a-t-on récompensé cette modération, cette loyauté? On a d'abord poussé les serfs croates et valaques abusés, à se révolter contre la loi et la liberté; et tandis que dans des manifestes hypocrites, fabriqués pour nous tromper, on affectait de parler de cette révolte comme d'une rébellion pleine de trahison, on fournissait les révoltés de canons, d'armes, de munitions, d'argent, d'officiers; on interceptait nos moyens de défense, on retenait nos soldats au loin, hors de notre portée. Enfin vinrent leurs succès fatals en Italie et l'occupation de la Moldo-Valachie par les Russes, plan concerté à l'avance pour avoir ceux-ci sous la main (plan du reste parfaitement approuvé par le gouvernement anglais), et lorsque, tous ces préliminaires accomplis, on se trouva en état de jeter le masque de la duplicité, on nous déclara que, si nous ne voulions pas confier la direction de nos finances, de notre armée nationale, de notre politique commerciale, à la direction absolue et sans contrôle du cabinet autrichien, qui n'avait aucun droit de se mêler de nos affaires, nous serions tous considérés comme traîtres, rebelles et révoltés.

Nous nous serions rendus coupables d'un vil et lâche parricide, si nous avions ainsi consenti à assassiner de notre main la liberté constitutionnelle et l'indépendance de notre pays, qui nous avaient été transmises par nos pères comme un héritage sacré pour la conservation duquel ils avaient répandu des torrents de sang. Nous dîmes non! mille fois non! Nous nous appuyâmes sur nos lois, nous rappelâmes le serment royal de sanction, dont le son avait à peine fini de vibrer dans les airs, et nous invoquâmes le Tout-Puissant pour qu'il protégeât le bon droit. Sur ce, on déclara notre

Parlement dissous, nos lois et notre Constitution suspendues, notre gouvernement aboli. Jellachich, peu auparavant proclamé traître, appelé maintenant notre fidèle et bien-aimé, fut nommé dictateur de notre pays et convié à envahir la Hongrie pour amener notre soumission à l'aide d'une armée régulière, forte de 60,000 hommes tirés des troupes des frontières. Nous n'avions ni armée, ni armes, mais nous avions la confiance qu'inspire une juste cause, et la résolution d'hommes disposés à défendre leurs droits, et par une seule bataille nous forçâmes Jellachich à fuir notre pays, couvert de honte et de déshonneur. Il est maintenant dans une maison de fous à Vienne, pauvre misérable aliéné! Conscience, conscience! tu n'es pas un vain mot. On envoya ensuite armée sur armée pour nous écraser, et l'on déclara que la Hongrie serait rayée de la liste des nations. Nous battîmes l'une après l'autre toutes ces armées et nous répondîmes par la déclaration de notre indépendance. Enfin, sans ressources, sans pouvoir, vaincue, l'Autriche se jeta aux pieds du Czar, invoquant son aide pour massacrer ma généreuse nation; et le Czar, encouragé par l'acquiescement formel du gouvernement anglais, envoya 200,000 hommes attaquer notre brave poignée de patriotes, épuisés et décimés par de sanglantes victoires. Malgré cela nous tînmes fermes jusqu'au moment où la diplomatie russe intervint, plus dangereuse que leur armée; elle trouva parmi nous un traître, et nous succombâmes.

Comment avons-nous lutté, de quelle façon ont combattu nos demi-dieux sans nom, comment sommes-nous tombés? Vous le savez, mais peut-être ne savez-vous pas aussi bien deux choses. La première est que, bien que le Czar eût mis en mouvement toutes ses forces disponibles, y compris sa garde partie de Saint-Pétersbourg, nous étions si loin

d'avoir aucun motif de désespérer, qu'au moment même où Georgey livra traîtreusement son armée, sans même l'ombre d'une nécessité, puisque dans l'hypothèse la moins favorable, il avait toujours ouverte devant lui la route du camp retranché de l'imprenable forteresse de Comorn, où il avait laissé une garnison de 32,000 hommes, au moment même de la trahison de Georgey, l'armée russe était sur le point d'évacuer la Hongrie et de se rabattre sur sa base d'opérations en Galicie. Le prince Paskiewicz avait déjà expédié à Saint-Pétersbourg un rapport dans lequel il disait que bien que (si telle était la volonté du Czar) il serait en état au printemps prochain de recommencer la guerre avec une nouvelle armée, il se voyait actuellement contraint de battre en retraite avant l'arrivée des pluies d'automne, ou que, entouré par une population hostile, pressé par les mouvements rapides de l'armée hongroise, il n'était pas sûr de pouvoir préserver son armée d'une destruction complète. Je vous donne ce fait sous l'autorité du colonel Du Plat, consul général anglais à Varsovie, qui, revenu en Angleterre par suite de votre dernière guerre avec la Russie, raconta le fait en présence de plusieurs membres du Parlement, en assurant positivement qu'il le tenait du prince Paskiewicz lui-même. Oh! Messieurs, avec l'influence encourageante que cette retraite aurait eue sur l'esprit du peuple, avec un hiver de plus pour remplir nos rangs et compléter notre armement, combien différente serait la condition non-seulement de notre pays, mais même de l'Europe entière! Messieurs, nous aurions été porter chez la Russie elle-même le châtiment mérité. La Pologne aurait été ressuscitée, l'Italie serait revenue à la vie, l'Allemagne serait libre, vous n'auriez point eu à faire, pour obtenir un si mince résultat, les sacrifices de votre dernière guerre, et je doute beaucoup qu'un empire se serait établi en France.

Le second fait que je crois utile de mentionner, est d'un caractère différent. Chacun d'entre vous sent encore un frisson d'horreur agiter tous ses nerfs au souvenir des horreurs de Cawnpoor. Oh! Messieurs, ces horreurs ne sont qu'un faible reflet de celles que notre peuple a eu à supporter, non pas de la part de païens sauvages en furie, mais de la part des champions du chrétien et apostolique empereur d'Autriche. Des hommes liés entre des planches de sapin et sciés avec des scies à main, d'autres cloués aux chambranles des portes, d'autres lardés jusqu'à la mort, quelques-uns rôtis vivants à un feu lent, des familles entières massacrées de sang-froid au milieu de tortures sans nom; des corps à demi-morts et frissonnant encore, amoncelés dans des fosses, des enfants à la mamelle jetés vivants sur les corps déchirés de leur mère, pour y mourir d'inanition! Horreur! J'en appelle à Dieu et à l'histoire pour prononcer entre nous et l'Autriche.

Messieurs, j'ai déroulé devant vous une série de perfidies commises par l'Autriche, si noires, que l'histoire n'offre rien qu'on puisse lui comparer. Je ne m'appesantirai pas sur l'état actuel de mon pays désolé. Je n'évoquerai pas les ombres des nombreux martyrs patriotes, exécutés de sang-froid par la main du bourreau. Je ne parlerai point des tortures des femmes dépouillées en public de tous vêtements et fouettées. Je ne parlerai pas de ces milliers d'hommes dont on a brisé la santé et la force, en les plongeant dans des donjons, ni des proscriptions, ni des confiscations de toute nature qui subsistent encore, de la ruine totale de nos libertés, de la disparition de tout vestige de nos institutions, du nom même de mon pays effacé de la carte des nations vivantes; je ne parlerai pas de leur système de dénationalisation et d'espionnage, cent fois plus infâme encore que le système

pratiqué en Prusse avant la régence, de leurs actes interminables d'exactions, de l'insupportable fardeau des taxes décuplées, enfin, et cela n'est pas le moindre de nos maux, du rétablissement de cette maudite domination des prêtres, avec les Jésuites, son intolérance, sa bigoterie, son obscurantisme, refoulant les peuples vers les ténèbres du moyen âge. Je passerai tout cela sous silence.

Je ne veux vous demander qu'une chose : nous rangerez-vous au nombre des révolutionnaires insensés, parce que nous nous sommes levés comme des hommes de cœur pour la défense de tout ce qui est réputé juste et sacré par tous les hommes libres? Je vous demanderai encore : ne pensez-vous pas que le nom de la nation hongroise deviendrait synonyme de bassesse et d'infamie, si elle souscrivait tranquillement à cet état de dégradation? Soyez sans crainte, elle ne le veut pas, elle ne le fera pas; elle n'attend qu'une occasion pour s'arracher au joug des Hapsbourgs, sans transaction, sans compromis. Qui voudrait, qui pourrait du reste conclure une transaction avec cette race? Les empires restaurés ne durent jamais longtemps; et l'Empire autrichien ne se maintient restauré que par l'aide de l'étranger, aide qu'il ne conservera pas toujours.

DROITS DE LA HONGRIE A LA LIBERTÉ.

Pourquoi la Hongrie se soumettrait-elle à l'Autriche, pourquoi supporterait-elle une tyrannie étrangère, quelle qu'elle soit? Notre territoire est de 10,000 milles carrés anglais plus étendu que celui de la Grande-Bretagne et de l'Irlande, de 20,000 milles carrés plus grand que celui de la Monarchie

prussienne, qui occupe le cinquième rang dans la pentarchie des grands pouvoirs de l'Europe. Ce vaste territoire a été doué par le créateur de tous les avantages que comporte le sol de l'Europe, il compte quinze millions d'habitants, robustes de corps et d'esprit, doués de talents, aimant la liberté, et pourvus du don d'un sens droit, et par dessus tout, héroïques et braves. Et nous ne sommes pas, Messieurs, un peuple enfant, qui a encore à acquérir ses droits à l'existence ou à apprendre à être libre. Une histoire de mille ans répond pour nous; elle constate et nos droits à l'existence et notre capacité à nous gouverner nous-mêmes. Notre Constitution basée dans tous ses détails sur le grand principe du *Self government*, est la plus ancienne de l'Europe; et, quoique entourés par trois puissances despotiques, nous sommes reconnus depuis mille ans comme une nation libre.

La génération présente a prouvé, je l'espère, que nous n'avons point dégénéré et que l'heure de la décadence n'a point sonné pour nous; cependant, tant que nous n'avons pas été rivés à l'Autriche, notre pays a compté parmi les premières puissances de l'Europe. Les Hapsbourgs, bien qu'empereurs d'Allemagne depuis quatre cents ans, et constamment avides de notre heureux territoire, n'avaient jamais pu enlever à la Hongrie un simple hameau, mais la Hongrie a su conquérir leur Autriche. Notre roi Mathias prit et garda Vienne jusqu'à sa mort. Notre union avec l'Autriche nous a-t-elle jamais donné quelque sécurité, quelque force? Messieurs, tant que nous sommes restés seuls, les Sultans, ces puissants conquérants, n'ont jamais pu s'établir sur notre territoire. Nous avons gagné des batailles, nous en avons perdues; mais jamais nous n'avons perdu un seul village de notre territoire, jamais! Non, pas même après la fatale journée de Mohacs. C'est sous les Hapsbourgs, par les

Hapsbourgs, c'est par leur faiblesse, par leur conspiration constante contre nos libertés, par leur mauvais gouvernement aussi stupide qu'il était perfide, que les deux tiers de la Hongrie tombèrent sous le joug des Turcs, joug mille fois plus facile à supporter que le leur. L'histoire m'est témoin que, même sous leur mauvais gouvernement, chaque fois qu'on laissa combattre seuls les Hongrois qu'on avait amoindris par défiance, presque toujours ils furent victorieux; mais les Hapsbourgs, loin d'apporter la sécurité à la Hongrie, n'ont jamais pu préserver la leur sans assistance étrangère; ils auraient même perdu Vienne, si Sobieski et ses braves Polonais ne les avaient sauvés d'une destruction complète.

Et quelle récompense en ont-ils recueillie, Messieurs? Quelle récompense? le partage de la Pologne. Et nous aussi, nous les avons sauvés plus d'une fois. Ils ont confessé publiquement qu'ils n'ont eu d'autre refuge, d'autre bouclier que la magnanimité de la nation hongroise. Sans nous, le nom de Hapsbourg-Lorraine ne rappellerait plus que la mémoire de choses éteintes. Et comment nous en ont-ils récompensés? Exactement comme ils ont récompensé la Pologne. Cinq fois, ils nous ont obligés à prendre les armes contre la tyrannie, et pas une seule fois ils n'ont pu lutter avec nous sans l'assistance des armées étrangères; et même avec cette assistance, ils ont toujours été forcés de supplier pour obtenir une composition. Une fois ils n'ont été sauvés que par la médiation de la Hollande et de l'Angleterre, sollicitée par eux, non par nous, médiation qu'ils ont transformée en un instrument de déception, ainsi que l'attestent les papiers de Stepney.

Leur force s'est-elle accrue depuis lors, tandis que nous serions déchus? Que le souvenir encore récent de 1849 réponde. Attaqués de la façon la plus perfide, alors qu'un

membre de la famille impériale qui avait donné les mains à l'agression projetée présidait à nos conseils, espionnait nos délibérations, les rapportait à Vienne, et nous liait les mains; avec nos forteresses au pouvoir d'officiers autrichiens, avec notre pays envahi de neuf côtés à la fois par des armées disciplinées, assistées par des races révoltées, nous, sans soldats, sans armes, sans munitions, sans argent, non préparés pour la défense, semblables à un homme surpris dans son sommeil par neuf assassins, avec d'aussi terribles chances contre nous, il ne nous a fallu qu'une seule campagne pour les précipiter dans la poussière, que dis-je, plus bas encore, aux pieds du Czar russe. Et nous qui hier avons pu faire cela, et dans de telles circonstances, irions-nous après que la jeune vigueur de notre nation s'est ainsi révélée, désespérer de notre avenir? Il y aurait infamie à désespérer; ce serait folie que de céder le terrain à une famille dont le pouvoir, obtenu par l'aide de l'étranger, ressemble à un édifice sans fondements bâti sur le sable mouvant, car il ne repose ni sur l'amour d'une nation, ni même sur l'attachement de l'armée, mais uniquement sur la force brutale de la discipline militaire, force qui peut durer assez longtemps dans les temps calmes, mais qui se brisera comme un verre fragile, par la main de ceux qu'elle est destinée à enchaîner, lorsque le cri de ralliement de la liberté renaissante viendra secouer la torpeur de ces baïonnettes silencieuses, mais non pas insensibles. C'est une brave et vaillante armée assurément, il n'en est point de plus brave et de plus vaillante; mais chaque homme dans ces rangs que la force et non la bonne volonté a remplis, a une mémoire, chaque homme a un cœur pour sentir et une patrie à chérir : chair de la chair du peuple, l'oppression du peuple est leur oppression, les griefs du peuple sont leurs griefs, on voit leurs lèvres s'agi-

ter pour implorer le triomphe des aspirations de leur patrie; leurs cœurs battent à l'idée des espérances de leur patrie. Leurs mains ne se prêteront pas au parricide, quand l'occasion s'offrira pour eux de prendre la plus noble part à l'œuvre pieuse et fidèle de sauver la patrie de leurs pères et la leur, et quand viendront s'offrir à eux les bénédictions de leurs frères, un renom immortel et la vénération de la postérité reconnaissante.

Mesdames et Messieurs, je m'étais proposé de discuter la ligne politique que le gouvernement anglais a jugé convenable d'adopter à l'égard de la Hongrie; fatale politique! Ainsi puis-je l'appeler, car une grande partie des malheurs de ma patrie découle de cette source.

Hoc fonte derivata clades
In patriam populumque fluxit.

Mais peut-être vaut-il mieux ne pas raviver cette discussion. Pourquoi remuer ici les erreurs commises et secouer les serpents de la haine? Que le passé reste le passé; mais laissez-moi faire encore une observation pour l'avenir et je finis.

IDÉE QU'ON SE FAIT A DOWNING STREET D'UNE ALLIANCE AUTRICHIENNE.

Le brouillard et la fumée qui règnent dans Downing street ne sont pas favorables à la lumière. Il est de mode là de professer qu'il est bon de favoriser l'existence et de cultiver l'alliance de la maison d'Autriche, parce que l'intégrité des

possessions autrichiennes est utile, est nécessaire à l'Angleterre. Utile! nécessaire! qu'est-ce que cela signifie? Cela ne peut vouloir dire que votre commerce y soit intéressé. Vous ne faites qu'un très petit commerce avec l'empire d'Autriche; avec une Hongrie libre, une Italie libre, vous êtes sûrs de le voir décupler. Pourquoi donc utile? pourquoi nécessaire? Évidemment on songe à l'éventualité d'une guerre avec la Russie ou avec la France et l'on s'imagine que l'Autriche sera une alliée utile. Le sera-t-elle? Mais, Messieurs, quant à la Russie, votre dernière guerre vous a fourni l'occasion d'apprendre jusqu'à quel point vous pouvez compter sur l'Autriche. Les paroles que je prononçai alors ont été pleinement confirmées par les faits qui leur ont succédé.

Je répète aujourd'hui comme alors, l'Autriche ne se montrera jamais une alliée utile pour la Grande-Bretagne dans une guerre contre la Russie. Elle ne fera qu'enrayer vos roues, enchainer vos mains, éloigner l'attaque des points vulnérables de la Russie, afin de l'éloigner de ses propres frontières; mais vous aider à renfermer la Russie dans de justes limites, elle ne le voudra jamais, elle n'osera jamais le tenter, et pourquoi? La réponse à cette question se trouve dans la fameuse instruction du czar Alexandre I[er] à l'amiral Tsitzakoff : « Si l'Autriche ose jouer à la trahison avec moi, vous êtes pleinement autorisé à inviter en mon nom les populations slaves de son empire à se soulever et à leur prêter assistance; et où sera alors l'Autriche? » Voilà tout le mystère. Réfléchissez pour l'avenir; quelle marche différente n'auriez-vous pas suivie dans votre dernière guerre et quels autres résultats n'auriez-vous pas obtenus, si, au lieu d'une Autriche sans foi, une Hongrie libre et indépendante avait été à vos côtés? Et concluez : qui peut vous être plus utile, d'une libre Hongrie que tous ses intérêts portent à

vous assister dans l'éventualité d'une guerre russe, ou de la peu vaillante Autriche, toujours forte quand elle est avec le plus fort, et qui, comme un joueur de profession, ne peut vivre qu'en jouant un double jeu! Quant à l'éventualité d'une guerre avec la France, je puis vous dire une grande vérité en peu de mots. Dans toute guerre, dans laquelle la France sera d'un côté, et la Grande-Bretagne et l'Autriche de l'autre, la France n'a qu'à marcher vers les frontières d'Autriche et dire : nous sommes ici pour vous prêter assistance : Italie, Hongrie, Croatie, Galicie, Bohême, levez-vous et soyez libres! Et loin d'avoir puisé quelque force dans l'alliance autrichienne, vous aurez donné à votre adversaire dix nations pour alliées, dont la plupart savent combattre et peuvent lever des armées par centaines de mille hommes.

Combien les choses différeront lorsque ce monstrueux composé d'éléments hétérogènes formé par une longue série d'usurpations, qu'on appelle l'Autriche, et qui n'est bon à rien sur la terre, si ce n'est à perpétuer la servitude, aura cessé d'exister, pour être remplacé par une coalition de nations libres, rattachées entre elles par la communauté d'intérêts, dépourvues d'ambition pour elles-mêmes, nullement disposées à devenir les instruments de l'ambition de qui que ce soit sur la terre, mais gardiennes de la paix, parce qu'elles seront fortes, heureures et libres! Réfléchissez à cela; le sujet est bien digne de vos méditations. Le temps passe vite. Ce qui n'est maintenant qu'une hypothèse anticipée peut demain devenir la réalité. Heureusement l'esprit du peuple anglais est en train de s'éveiller avec ardeur sur la nécessité de contrôler les manœuvres de la diplomatie secrète.

Les libéraux indépendants, ces dignes patriotes qui ne veulent à aucun prix prendre part aux tripotages des partis dans

le but d'obtenir un office, mais dont la préoccupation est d'accomplir consciencieusement leur devoir envers leur pays, acquièrent même fortement de jour en jour plus de poids dans le Parlement. Cela est d'un bon augure pour l'avenir. Vous avez suivi notre lutte passée avec un intérêt sympathique, vous vous êtes réjouis de nos succès, et vous avez gémi de notre chute avec une affection fraternelle. Oh! conservez-nous cet intérêt! Conservez-nous cet amour! La cause dont je vous ai entretenu ce soir a pour elle l'avenir, et un avenir peut-être plus prochain que quelques-uns d'entre vous ne pourraient le croire. J'en appelle au sentiment de justice et à la vigilance du peuple anglais, pour qu'en pareille occurrence, nous ne voyions plus se répéter les erreurs funestes d'une politique fatale, erreurs qui ont occasionné à nous et à la famille européenne des nations tant de maux qui durent encore.

Nous, simples fils de la nature, nous sommes une race reconnaissante, Messieurs, et qui pourrait dire que l'acquisition de l'affection méritée d'une nation reconnaissante ne constitue pas une ressource plus rare dans les moments critiques que l'alliance précaire d'un homme qui un jour vous flatte et élève le lendemain un sujet de menaces permanentes contre vous; d'un homme qui, lorsqu'il a, dans sa feinte ardeur d'amitié, invité votre reine à honorer de sa présence l'inauguration de son Sébastopol, construit contre le pays de cet hôte convié, s'efforce en même temps de réveiller des souvenirs irritants; d'un homme qui entretient, attise la haine héréditaire de sa nation contre vous, afin de l'avoir toute prête en cas d'occurrences possibles, ou afin que si l'occasion ne se présente pas, ou que le cœur lui manque pour vous toucher, il vous laisse au moins l'héritage de cette haine ravivée, de cet ardent désir de votre humiliation.

Mesdames et Messieurs, ma tâche est terminée pour ce soir. Ceux qui ne sont point intéressés dans une question, ne s'occupent que du présent et des incidents qu'ils ont sous les yeux. Le passé n'est qu'un tableau qui s'efface, l'avenir que l'ombre d'un nuage lointain; l'un et l'autre sont trop faibles pour toucher. Je n'ignore donc pas que le simple exposé des faits que je vous ai présentés a dû vous paraître long, sec et peut-être fatigant. Toutefois s'il est vrai que les nobles cœurs éprouvent plus de jouissances à conférer un bienfait qu'à le recevoir, ne regrettez pas, je vous en supplie, la soirée que vous venez de passer ici. Dans ces tristes temps, alors que la presse et la parole sont également enchaînées sur tout le continent, le privilége que vous m'avez permis d'exercer ce soir est d'une valeur incalculable. Quelques-unes de mes paroles, si le hasard permet que sur les ailes de la publicité britannique, elles parviennent aux terres lointaines, pourront se transformer en semences qui vaillent la peine d'être répandues. Qui peut dire si, lorsque l'avenir aura revêtu la forme d'un présent émouvant, le souvenir de cette soirée ne servira pas à faire jaillir à propos l'étincelle des sympathies britanniques? Or, la sympathie du peuple anglais, quand elle ne s'exprime pas trop tard, est en elle-même un fait d'une importance considérable.

Je regrette que nous n'ayons pas eu connaissance, il y a neuf ans, des sympathies que vous éprouviez pour nous. Mais, entourés comme nous l'étions, nous pensions que si le monde jetait les regards sur les armes que nous brandissions dans ce combat mortel, il n'éprouvait d'autre sentiment que celui qui animait la foule pressée sur les gradins des amphithéâtres romains, lorsqu'elle portait les regards sur l'arène où combattaient au-dessous d'elle les gladiateurs.

Et nous nous sentions seuls, aussi seuls que devait se sentir le dernier des Numantins, lorsqu'il se précipita dans le bûcher funèbre. Il en sera autrement à la prochaine occasion. Et si j'osais espérer que le faible souvenir de cette soirée pût contribuer à entretenir les germes de votre sympathie, jusqu'à un temps qui peut être long à venir, mais qui viendra certainement, je bénirais l'heure qui nous a vus rassemblés ici...

TRAITS DES HAPSBOURGS.

Quelques traits des Hapsbourgs propres à éclairer le caractère historique de la maison d'Autriche, tel sera le sujet de cette conférence.

Les Hapsbourgs, la maison d'Autriche, qu'est-ce que cela pour nous, pourra se demander silencieusement dans son for intérieur plus d'un de mes auditeurs? Mesdames et Messieurs, je vais vous le dire. Il se peut qu'ils ne soient rien pour vous, mais pour le grand droit de naissance de l'humanité, *la liberté*, ils sont un fléau historique permanent. Pour vous, ils peuvent n'être rien, si ce n'est un juste objet d'exécration, une occasion de dire de tout cœur : Amen, à la prière que je profère ici : « Oh, Seigneur, délivrez-nous d'eux. »

Mais s'ils ne sont rien pour vous, malheureusement, ils sont comptés pour beaucoup dans *Downing street*. Ils sont les pensionnaires insatiables de l'Angleterre dans presque

toutes les crises européennes; c'est le sac sans fond dans lequel les divers gouvernements britanniques ont été habitués à jeter de temps en temps millions sur millions pris au trésor public qu'alimentent les sueurs d'un peuple industrieux. Ils sont la table de jeu sur laquelle la diplomatie secrète de l'Angleterre joua et perdit toute partie raisonnable dans votre dernière guerre avec la Russie. Ils sont le pâle fantôme de la mort, qui envoya périr par milliers vos valeureux frères dans ce sombre cimetière de Sébastopol, au lieu de leur permettre d'aller frapper un de ces heureux coups à l'intérieur de la Russie, là où est son côté vulnérable, en Pologne, cet éternel grief contre les rois. Les Hapsbourgs sont ces mêmes créatures à l'occasion desquelles je vous ai dit autrefois, dans cette enceinte, que si vous laissiez par égard pour eux enchaîner vos bras sur le champ de bataille, et diriger vos résolutions dans le conseil, ce serait inutilement que tomberaient vos héros, inutilement qu'on dépenserait vos millions. Ces égards ont prévalu, et vos héros sont morts en vain, et vos millions ont été dépensés en vain. Les Hapsbourgs sont le Dieu Moloch auquel certains ministres libéraux de l'Angleterre ont sacrifié en holocauste la liberté de la Hongrie, la liberté de l'Italie. Ils sont l'idole de l'autorité légitime, (puisse Dieu s'en souvenir!) qu'adorait lord Palmerston, lorsqu'en plein Parlement, dans le Parlement libre de la libre Angleterre, Messieurs, il osa proférer ces paroles impies : « qu'il considérerait l'indépendance de la Hongrie comme une calamité européenne. » Ah! Messieurs, vous m'accorderez, j'espère, quelque indulgence, si je me laisse aller à dire que ce sont les hommes d'État imbus d'idées aussi monstrueuses qui sont eux-mêmes une calamité européenne. Enfin, et ceci n'est pas ce qui vous intéresse le moins, les Hapsbourgs sont le bâton brisé sur lequel les

gouvernements de l'Angleterre ont eu l'habitude de s'appuyer dans toute complication diplomatique, dans tout conflit européen.

UNE ALLIANCE AUTRICHIENNE EST-ELLE NÉCESSAIRE A L'ANGLETERRE?

Quelqu'un d'entre vous, Mesdames et Messieurs, sera-t-il encore tenté de penser que les Hapsbourgs ne sont rien pour lui? Permettez-moi de vous dire (mes appréciations se sont parfois trouvées justes en fait de politique étrangère), permettez-moi de vous dire qu'il y a un danger dans cette maxime traditionnelle de *Downing street* qui consiste à considérer les Hapsbourgs despotiques, comme des alliés nécessaires à la libre Albion. Utiles! nécessaires! Messieurs. Quand la Germanie formait encore un empire, on l'appelait le Saint-Empire Romain. Le poète allemand Bœrne avait coutume de demander en quoi est-il saint, en quoi est-il romain? et personne ne pouvait lui répondre. Je pourrais demander de même : en quoi peut-on imaginer que les Hapsbourgs soient utiles ou nécessaires à l'Empire britannique? Et je défie tout le corps diplomatique de faire à ma question une réponse raisonnable. Des cerveaux desséchés par les sombres vapeurs de la diplomatie secrète sont à coup sûr le réceptacle naturel des conceptions les plus saugrenues. Mais les Hapsbourgs nécessaires à l'Angleterre! C'est là, Messieurs, une conception pitoyable aux yeux de tout homme de bon sens, en même temps qu'elle amène sur les lèvres de millions d'opprimés des gémissements sans fin, opprimés qui considèrent avec une impatience fébrile le

frein au moyen duquel cette conception saugrenue a enrayé leur liberté. Quelques-uns, faute d'un meilleur argument, prétendent que courtiser l'alliance autrichienne constitue la politique héréditaire et traditionnelle du gouvernement anglais. Mais ceci même n'est pas vrai. Les ministres anglais d'autrefois n'ont pas toujours cru que l'Angleterre eût intérêt à voir la maison d'Autriche puissante sur le continent; l'Autriche ne s'est pas toujours trouvée du côté de l'Angleterre, et l'Angleterre ne s'en est pas plus mal portée pour cela. Mais quand même les traditions seraient en faveur de cette alliance, serait-ce trop exiger des hommes d'État que de leur demander de savoir discerner les temps et les circonstances? Toutefois, puisque l'idée d'une alliance autrichienne est le feu follet que vos hommes d'État ont souvent poursuivi à travers les marais et les fondrières, puisque ce fantôme décevant semble vouloir se montrer de nouveau dans la sépulcrale atmosphère de Downing street, ce ne sera point une tâche inutile que d'entreprendre de vous faire connaître le vrai caractère de cette alliance, afin que vous puissiez savoir quelle espèce de créatures vous pouvez être appelés à serrer sur votre sein protecteur, au milieu de la prochaine tourmente européenne. La chose n'est pas non plus si hors de saison que quelques-uns pourraient se l'imaginer. Le beau temps et le calme absolu sont loin de régner sur les eaux troubles de la diplomatie.

CE QUE SIGNIFIE CHERBOURG.

J'ai déjà fait allusion, dans ma première conférence, à ces haines que Louis-Napoléon Bonaparte est en train d'attiser, dans un but par trop évident pour qu'on puisse s'y mépren-

dre. Je ne prétends point insinuer qu'il médite l'invasion de ce pays; peut-être n'est-ce pas la bonne volonté qui lui manque, mais il est comme le renard de la fable : il n'aime pas les raisins verts. Au reste, je comprends parfaitement sa modération. Il n'y a pas longtemps, Messieurs, que Louis Bonaparte, a mis à bout toute la diplomatie du monde, à l'exception toutefois de Messieurs de Saint-Pétersbourg, probablement parfaitement édifiés sur ce mystère par les gigantesques préparatifs de Cherbourg, préparatifs poussés jusqu'à l'emploi du dernier shilling de son trésor vide, et avec une hâte telle que l'on aurait pu croire que son existence dépendait d'une minute gagnée. Cela signifie quelque chose, personne n'en doute; tout le monde sait aussi que quelle que soit cette signification, elle ne saurait être amicale pour l'Angleterre. C'est un fait aussi éclatant qu'un soleil d'été arrivé au milieu de sa course, que Cherbourg, qu'on le considère au point de vue de la défense ou à celui de l'attaque, est et demeure une forteresse construite uniquement et exclusivement contre l'Angleterre. Puisqu'il en est ainsi, il n'y avait rien que de raisonnable dans l'hypothèse suivante : la Grande-Bretagne ne méditant certainement pas l'invasion de la France, c'est donc que la France médite l'invasion de l'Angleterre. J'ai entendu faire cette supposition devant des Anglais du sud et devant des Anglais du nord, en présence de gens d'un rang élevé ou d'une condition inférieure, de riches ou de pauvres, de gens de toutes les classes de la société en un mot; je les ai tous vus, tous, faire la même réponse à cette supposition. Le poing serré et l'œil étincelant, ils s'écriaient : « *Qu'il vienne, oh! qu'il vienne!* » De la crainte, de l'hésitation, je n'en ai rencontré nulle part; mais j'ai entendu retentir partout le « *Qu'il vienne!* » prononcé avec une calme confiance en soi, — passez-moi le

mot — avec une détermination brutale qui m'a profondément impressionné et donné l'assurance que s'il venait, il pourrait bien éprouver de sérieux obstacles pour s'en retourner.

Non, il ne médite point l'invasion de l'Angleterre; il a appris par lui-même quelque chose du caractère anglais; de plus, tous les membres de sa police, tous ses espions ne sont pas de l'autre côté du détroit; il s'en trouve ici aussi, ils y sont aussi communs que les ronces. Ils n'auront pas manqué de lui faire connaître la réception que lui préparait le peuple anglais. Que médite-t-il donc? Eh ! Messieurs, il songe à soulever en Orient un nouveau conflit, non plus contre la Russie cette fois, mais d'accord avec elle : un conflit auquel il sera impossible à la Grande-Bretagne de ne point prendre part; un conflit, Messieurs, dans lequel il ne se trouvera pas en présence de vos millions d'yeux étincelants, de vos millions de poings fermés, mais tout au plus en face d'une armée anglaise d'une force médiocre. Voilà la clef de ce mystère récent de Cherbourg. La marine française est incontestablement brave, la marine française est certainement nombreuse, et de plus elle s'accroît rapidement; mais après tout, la mer est votre élément; c'est votre marine qui constitue surtout votre force réelle. C'est donc elle qu'il veut entraver dans ses mouvements, qu'il veut paralyser à l'aide de son Cherbourg, qui obligera une bonne portion de vos vaisseaux à rester attachés à vos rivages; pendant ce temps, il se propose de porter dans l'Orient un coup mortel à vos intérêts les plus vitaux. Voilà, Messieurs, ce que signifie d'abord Cherbourg.

Le traité de Paris, au lieu de faire entrer la Turquie dans la famille des États européens, n'a servi en réalité qu'à introduire la dynastie de Bonaparte dans la famille de la légitimité

absolue; ni plus ni moins, voilà quel en a été le fruit. Le traité de Paris n'a pas aplani la question d'Orient, soyez-en convaincus. Cette question reviendra; elle revient. Je ne m'appesantirai pas sur le caractère et l'issue de la dernière guerre de Crimée. J'ai prononcé naguère un discours sur ce sujet dans cette même enceinte, dont on a dit après la réalisation de mes prévisions, dans la *Presse* et le *Parlement :* « il ressemble plutôt aux inspirations d'un devin, ou à la peinture du passé, qu'à la prédiction de l'histoire à venir. » Mais laissons cela. Le métier de prophète est une mauvaise affaire; on n'y fait jamais ses frais. Je me bornerai seulement à poser cette question : y a-t-il sur la terre un homme qui oserait affirmer que le problème de la question d'Orient a été résolu, que la paix a été, à cet égard, je ne dirai pas garantie définitivement, mais seulement pour vingt-cinq ans, période que le gouvernement anglais avait assignée comme limite extrême aux prévisions politiques les plus étendues?

L'intégrité, l'indépendance, la pacification de la Turquie sont-elles solidement établies? Eh! Messieurs, jamais, depuis que les sultans, dans une heure malheureuse, ont renoncé à la prudente coutume d'enfermer les diplomates européens dans le château des Sept Tours, Constantinople ne fut un foyer plus ardent d'intrigues pernicieuses. Messieurs, (notez, je vous prie, mes paroles :) la Turquie est à la veille de voir s'élever dans son sein une lutte furieuse, sanglante, de races et de religions; la Bosnie est dans l'état de fermentation le plus violent; la Bulgarie est travaillée par les intrigues russes; la Servie est comme en révolution; la Valachie et la Moldavie ont obtenu une soi-disant constitution, non point telle que le peuple l'aurait voulue, non telle qu'elle aurait surgi de l'esprit et du caractère national. Elles

ont obtenu une constitution forgée dans l'antre de la diplomatie secrète, ce fléau de notre époque, une constitution fabriquée par Bonaparte, avec l'aide de la Russie et de l'Autriche, tous ouvriers pleins d'un ardent amour pour la véritable liberté des peuples, n'est-ce pas? Fabriquée, dis-je, en présence de la Sardaigne muette et de l'Angleterre poliment complaisante, et faisant « bonne mine à mauvais jeu. » Elles ont donc obtenu une Constitution, où manquent les attributs essentiels de toute action et de toute volonté indépendante, et qui n'est en réalité ni plus ni moins qu'une charte accordée à la Russie pour qu'elle puisse gouverner les principautés et en disposer, sans le surcroît de dépenses nécessitées par une invasion, mais plutôt par l'intermédiaire innocent de ses consuls; destinée que les Roumains ne peuvent éviter qu'en sautant de la poêle à frire dans le feu, qu'en échangeant la suprématie de la Russie pour celle de l'Autriche, saut qu'ils n'exécuteront jamais, parce que la maison d'Autriche possède une habileté si spéciale à se rendre odieuse, à se faire haïr, exécrer, mépriser par tous les peuples avec lesquels elle se trouve en contact, que si l'on peut affirmer quelque chose, c'est que les Valaques et les Moldaves préféreraient mille Romanoff à un seul Hapsbourg. Que dis-je? ils subiraient plutôt l'éternel ennemi du genre humain, le diable en personne, s'il venait tenir sa cour dans leur pays, que l'Autriche despotique.

Telles sont, Messieurs, la paix, la sûreté, l'indépendance, l'intégrité de la Turquie, pour lesquelles vous avez sacrifié tant de vies précieuses et dépensé plus de quatre-vingts millions de votre argent. Attendez, il y a plus encore; votre cher allié n'a-t-il pas envoyé ses officiers dans le Monténégro pour instruire les sauvages montagnards dans le maniement du fusil? Ne les pousse-t-il pas au démembrement de la

Turquie, tandis que l'encre est à peine séchée sur l'acte par lequel il s'est engagé à garantir cette intégrité? N'avez-vous pas remarqué par quelle brusque transition, *votre fidèle allié* a transformé son hostilité armée en une affection extrême pour l'autocrate de toutes les Russies? Évidemment, il roule déjà dans sa tête l'idée d'un nouveau traité de Tilsitt, si toutefois il ne l'a pas déjà dans sa poche. N'avez-vous point vu comme la vieille flotte russe de la Mer Noire, qui comptait à peine un vaisseau digne de prendre la mer, et qui n'avait jamais osé entrer dans le Bosphore, a été remplacée par ce que l'on appelle une flotte de commerce à vapeur, qui passe et repasse librement sous les fenêtres même du sérail et constitue un élément de force maritime militaire en cas d'événements futurs? Enfin ai-je besoin de vous rappeler que la Russie a obtenu ce qu'elle n'avait jamais possédé jusqu'à ce jour, une station navale permanente dans la Méditerranée, à Villa-Franca? Votre autre allié, celui de Turin, s'est donné beaucoup de peine pour persuader à l'opinion publique que toute cette affaire de Villa-Franca n'est qu'une bagatelle, un fait sans importance. Il se peut qu'il éprouve encore malgré cela autant d'inclination pour vous; seulement il redoute davantage Bonaparte, et comme un écuyer fidèle, il est obligé de s'accommoder aux prédilections russes de son redouté chevalier. Quoiqu'il en soit, je ne puis que répéter : la Russie a une station navale dans la Méditerranée; soyez convaincus qu'elle ne négligera rien pour en tirer tout le parti possible. Les stations navales ont une prodigieuse tendance à prendre du développement entre les mains de l'ambition. Rappelez-vous que vous aussi, vous avez eu autrefois dans l'Inde une humble station commerciale soufferte par tolérance. Qu'est devenue aujourd'hui l'Inde Anglaise?

Ainsi, Messieurs, de quelque côté que nous tournions les regards, nous sommes obligés d'en arriver à cette conclusion que la question d'Orient, qui porte dans ses flancs le destin de l'avenir, non-seulement n'est pas réglée, mais qu'en réalité elle menace de se représenter grosse de dangers plus grands et plus nombreux qu'auparavant. Et lorsqu'elle reviendra ou lorsque toute autre complication européenne vous tombera sur les bras, vous êtes exposés au danger de voir encore le gouvernement anglais se tourner vers l'Autriche, avec son sourire le plus insinuant, accommoder sa politique aux désirs de cette puissance, lui adresser ses congratulations au sujet de quelque nouveau triomphe de son despotisme sur les aspirations légitimes de la Hongrie ou de l'Italie, ainsi que l'a fait lord Palmerston qui l'a félicitée en 1849 d'avoir appelé les baïonnettes russes à souiller la terre de nos aïeux.

Vous entendrez encore proclamer que cette monstrueuse agglomération d'éléments hétérogènes, formée par une série d'abominables usurpations, qu'on appelle l'Autriche, vous entendrez proclamer que son indépendance est utile à l'Angleterre et son intégrité nécessaire à l'Europe; vous verrez le poids de la couronne d'Angleterre, le poids de l'importance politique qui appartient à la Grande-Bretagne, peut-être même l'épée de la nation anglaise jetée, à la façon de Brennus, dans la balance où les crimes des Hapsbourgs seront pesés à l'encontre des droits des nations; vous entendrez parler de traités, de subsides accordés, de longs mémoires de frais à payer, par suite d'une nouvelle alliance avec l'Autriche, annoncée dans les discours de la Couronne avec la plus vive satisfaction. Et le résultat de tout cela, le résultat de vos coquetteries avec cette Babylone impure qu'on appelle Autriche, sera de pousser toutes les nations

dans les bras de votre antagoniste, quel qu'il puisse être, et de vous laisser sans amis, sans alliés, sans sympathies sur le continent.

IMMORALITÉ POLITIQUE ET CRUAUTÉ IMPÉRIALE DE L'AUTRICHE.

Mais qu'y a-t-il donc dans l'histoire ou dans le caractère héréditaire de la maison d'Autriche qui puisse en faire une compagne convenable pour la libre nation anglaise, ou une alliée utile, solide pour la politique de son gouvernement?

L'égoïsme et l'intolérance, accouplés avec une hostilité éternelle contre la liberté, la haine de l'instruction et des lumières, l'ingratitude, une politique d'oppression ne reculant devant rien, voilà quelles sont les qualités héréditaires qui recommandent la maison d'Autriche à vos égards, et à l'amitié de votre gouvernement. Je vais vous citer en preuve quelques faits historiques parfaitement pertinents. Les autres dynasties, quels qu'aient pu être leurs défauts ou leurs crimes, se sont du moins efforcées d'ajouter à leur nom de famille une teinte de nationalité. Il n'en est point ainsi des Hapsbourgs : ils ne sont d'aucun pays, d'aucune nation : ils ne sont que les Hapsbourgs — et puis rien. Ils ont été dans tous les temps non seulement des despotes, mais des despotes de l'espèce la plus sordide; transformant les nations en biens patrimoniaux, qu'ils ont exploités et qu'ils exploitent encore, comme s'ils craignaient de mourir de faim le lendemain, si avant le soir ils n'avaient pas extorqué le plus possible.

Un des moyens de s'enrichir qui constitue un de leurs traits caractéristiques, c'est l'odieuse mesure de la confisca-

tion. C'est là un fait si notoire, de tous les temps, que, dans le cours de ces persécutions religieuses, dont le souvenir nous fait encore aujourd'hui frémir d'horreur, Ferdinand II, le Phalaris et le Koulikhan de son époque, doublé de l'esprit de 10,000 jésuites, ayant jugé convenable d'inviter un des milliers d'Autrichiens expatriés, nommé Frédéric Roggendorf à rentrer, lui promettant merci, Roggendorf s'écria : *Quelle merci? Est-ce la bohémienne? Cela signifie la tête à bas! La moravienne? C'est la prison perpétuelle! Est-ce la merci autrichienne? Alors c'est la confiscation complète.* En Bohême, 500 familles nobles et 36.000 appartenant à d'autres classes, virent d'un seul coup leurs propriétés confisquées et furent chassées sans sou ni maille de leur pays; et après avoir torturé, ruiné et pendu tous ceux qu'il put imaginer avoir pris part à la défense de la liberté de conscience, Ferdinand fit publier une proclamation annonçant qu'il n'épargnerait personne, si ce n'est ceux qui viendraient spontanément confesser leur crime d'hérésie rebelle! A ces derniers il promettait merci. Sept cent vingt-huit malheureux furent assez insensés pour faire ce qu'il leur demandait, sur quoi Ferdinand fut pris d'un rire satanique, se frotta les mains de plaisir, et ordonna à son confesseur Lamormain, qui s'intitulait lui-même *trésorier fiscal de Dieu,* de veiller à ce que l'on confisquât les biens de ces 728 victimes. Tel fut Ferdinand, le pieux Ferdinand qui quittait à peine son palais, où il se tenait en prières, entouré de femmes et de prêtres, signant de sang-froid des ordres pour l'extermination des vivants et la profanation des tombeaux! Plus de dix millions d'êtres humains périrent par la cruauté de ce pieux Hapsbourg, lorsqu'enfin, pour me servir des expressions d'un historien allemand, il expira lui-même, comme l'hyène, au milieu de la pourriture et des ossements.

La Hongrie ne fut à cette époque préservée que par une résistance armée dont Ferdinand n'était pas de force à triompher.

Mais la même fatalité pesa sur le pays sous Léopold I[er], autre Phalaris et Koulikhan autrichien, doublé de plus de jésuites encore. Sous son règne, la ruine et la confiscation furent constamment à l'ordre du jour en Hongrie. C'est à son nom que se rattachent les horreurs connues dans l'histoire sous la désignation de la boucherie d'Éperges, ainsi nommée parce que l'échafaud dressé sur le marché d'Éperges y resta neuf mois en permanence et fut constamment arrosé du sang des plus nobles, des meilleurs patriotes, massacrés au milieu des plus affreuses tortures, d'après l'ordre de Léopold, par le démon Caraffa, et sur le témoignage d'une prostituée suivant un camp de mercenaires étrangers, et qui recevait un prix tarifé pour chaque personne qu'il lui convenait de dénoncer ou de soupçonner, animée d'intentions rebelles. J'ajouterai un horrible incident. Pendant qu'on torturait les patriotes à Éperges, leurs parents vinrent à Vienne implorer non leur grâce, mais la justice avec une enquête loyale.

Léopold en apparence leur donna plus qu'ils ne demandaient. Il les renvoya avec des lettres de pardon, ordonnant à Caraffa de suspendre les poursuites et de mettre un terme aux souffrances des martyrs. Caraffa, lorsqu'on lui présenta les lettres de pardon, prescrivit aux pétitionnaires de se présenter chez lui le lendemain, leur promettant de mettre fin aux souffrances des êtres qui leur étaient chers. Ils vinrent, Caraffa les appela auprès des fenêtres qui donnaient sur l'échafaud, et écartant les rideaux, il leur dit d'examiner le bourreau à l'œuvre, mettant fin aux souffrances des martyrs amnistiés en leur brisant les os et en les découpant en quar-

tiers. Un murmure s'éleva du milieu même de ses séides, ce que voyant, il tira de sa poche une lettre autographe de l'Empereur et leur dit de la lire. L'histoire en a retenu les termes. La voici textuellement : « Il ne serait pas prudent de laisser voir que les portes de la clémence sont complétement fermées devant les Hongrois. C'est pourquoi il est possible que l'on montre de temps en temps à Caraffa des lettres de grâce, des contre-ordres ; mais c'est l'intention de l'Empereur que Caraffa n'y ait aucun égard et qu'il poursuive sans pitié, sans merci, son œuvre méritoire d'extermination, ainsi que Sa Majesté le lui a prescrit. » Et Caraffa poursuivit son œuvre. Et lorsqu'enfin tout fut terminé, lorsque les membres sanglants des martyrs eurent été cloués aux poteaux pour servir de nourriture aux corbeaux, que leurs biens eurent été confisqués, la veuve et la fille veuve anssi de l'un d'entre eux, André Keczer, surnommé le Caton de la Hongrie, deux femmes infortunées, privées de leurs immenses propriétés, laissées sans un sou, mendièrent leur pain de porte en porte, se rendirent à Vienne pour y réclamer l'héritage de leurs enfants. Léopold qui leur avait volé des centaines de mille dollars sans aucune procédure, sans aucun jugement régulier, Léopold leur donna pour toute indemnité 200 dollars pour retourner chez elles. Mais vous allez vous écrier : ce sont là des horreurs des temps passés ! Le croyez-vous ?

Rappelez-vous les horreurs d'Arad en 49. Rappelez-vous les confiscations totales ordonnées par François-Joseph et non encore restituées. Oui, non encore restituées. On se moque de temps en temps du public par la publication de listes de personnes relevées de la confiscation. Mais ce n'est là qu'une raillerie, Messieurs ! Ce sont des personnes à l'égard desquelles la confiscation ne produirait rien ou peu

de chose. Mais avec les riches, il en est tout autrement. La mort de mon regrettable ami, le comte Louis Batthyani, est de celles à laquelle rien n'a manqué de ce qui constitue un atroce assassinat. Et cependant depuis lors ses enfants orphelins sont privés de leur héritage; et, quant aux propriétés d'un autre Batthyani, le feu comte Casimir, secrétaire d'État aux affaires étrangères dans mon ministère, sur l'une d'elles, l'empereur François-Joseph a installé sans façon son haras particulier.

Mais la convoitise de la maison d'Autriche ne se contente pas de pareilles exploitations en grand. L'histoire de la dynastie autrichienne nous démontre qu'elle s'attache aux plus minces objets. Frédéric III surnommé l'emphatique et le pédant, oncle maternel et tuteur de Ladislas Posthumus, roi mineur de Hongrie, manœuvra pour s'emparer de la couronne de Saint-Etienne, sous prétexte, comme il le disait, d'empêcher qu'elle ne servît à couronner quelque prétendant au détriment de son neveu, et la Hongrie ne put ravoir sa couronne qu'en lui comptant quelque chose comme 60,000 ducats. Il amassa sou sur sou pendant sa longue vie (il mourut à 88 ans d'une indigestion de melons); néanmoins, lorsque son fils Maximilien fut sur le point d'épouser la plus riche héritière d'Europe, Marie de Bourgogne, son père avare le laissa sans un sou, de sorte que la grand'mère de sa fiancée, Marguerite d'York, lui envoya 100,000 guilders, pour qu'il pût faire à Gand une figure décente devant sa fiancée. C'est là le premier argent anglais qu'ils aient palpé. Plus tard ils ont su s'arranger de façon à pomper les millions de l'Angleterre.

Ce même Maximilien, de son côté, eut à peine mis la main sur les joyaux de sa femme, qu'il prit le plus beau d'entre eux, la célèbre *fleur de Lys* (le plus gros bijou de l'époque)

et l'engagea pour 50,000 couronnes à Henri VII d'Angleterre, alors le plus riche prêteur sur gages de toute la chrétienté. Puis, lorsqu'il fut Empereur, lorsqu'il posséda tous les trésors accumulés par l'avare main de son père, et les immenses héritages de deux femmes successives, Maximilien ne paya jamais régulièrement la solde de ses lansquenets qui l'appelaient l'Empereur *poco donari* (peu d'argent). Rodolphe II qui aimait passionnément l'astronomie, nomma le célèbre Kepler son *mathématicien impérial*, aux modestes appointements de 150 livres, mais il ne le paya jamais exactement; et plus tard, lorsqu'il réclama à Ratisbonne ses arrérages à ce même Ferdinand II, l'auteur des énormes confiscations que nous avons rappelées, ce brutal monarque laissa littéralement le grand Kepler mourir de faim.

Plus haut qu'ait pu jamais atteindre le génie,
Kepler s'est élevé : Kepler est mort de faim.
Ce monde que nourrit sa science infinie,
Ce monde indifférent l'abandonnait sans pain!

C'est là une traduction de la fameuse épigramme de Schiller.

Mais continuons ces portraits de famille!

Marie-Thérèse que des flatteurs ont appelée la *mère de ses sujets,* mit en œuvre toute espèce de moyens pour déterminer les riches Magnats hongrois à habiter Vienne, et à perdre leurs propriétés en jouant avec les membres de la famille impériale; et lorsque quelque jeune seigneur écervelé avait perdu de cette façon en un jour une ou deux vastes propriétés, *la mère de ses sujets* venait frapper sur l'épaule du perdant et lui disait : *Voilà ce que j'appelle jouer en gentilhomme.* La famille impériale possède encore actuelle-

mentplusieurs domaines considérables gagnés de cette façon. Et comme si ce caractère de ladrerie dût encore être augmenté lors de l'extinction de la ligne mâle, Marie-Thérèse épousa François de Lorraine dont on cite, au milieu de ses nombreux trafics, un trait curieux de spéculation. Il existait une guerre d'extermination entre Marie-Thérèse et Frédéric-le-Grand, roi de Prusse. Le feld-maréchal autrichien Daun se plaignit de ce qu'à sa connaissance certaine, l'ennemi était pourvu de vivres provenant de l'Autriche. On fit une enquête, et l'on découvrit que c'était l'Empereur lui-même qui pour de bons et sonnants écus prussiens, s'était fait le pourvoyeur de l'ennemi. « Bah ! dit-il, d'une façon ou d'une autre, Frédéric aurait certainement trouvé un fournisseur, pourquoi me serais-je privé de ce profit? » Frédéric-le-Grand rapporte le fait dans ses mémoires.

Joseph II lui-même n'était pas complétement exempt d'avarice. Sa dynastie devait beaucoup au général Loudon (d'origine écossaise, quoique né en Livonie), ce célèbre héros, le seul des généraux autrichiens qui pût inspirer de justes craintes à Frédéric-le-Grand. Lorsque Loudon mourut, sa veuve s'adressa à l'empereur pour qu'il l'aidât dans l'érection d'un tombeau. Joseph répondit : « Je n'ai point d'argent pour les morts. » La veuve consacra toute sa fortune à cette œuvre. Le monument porte cette inscription : « *Nec princeps, nec patria, sed uxor posuit.* » (Érigé, non par le prince, non par la patrie, mais par l'épouse.) L'empereur François, votre coûteux allié d'autrefois, coûteux, car vous lui avez versé jusqu'à 17 millions de livres sterling de subsides, frappait sans cesse à votre porte pour obtenir de l'argent, et mendiait constamment l'assistance publique et privée de ses sujets ; mais jamais, dans ses longues et inutiles guerres, il n'a dépensé un shelling de sa fortune personnelle ;

il fit même une bonne spéculation privée lors de la double banqueroute d'État par laquelle il ruina le pays et déshonora son nom. Lorsqu'il errait en fugitif dans la Hongrie supérieure, apprenant que Vienne était tombée entre les mains de Napoléon, il se consolait en disant : « Arrive ce qui pourra, j'ai pris soin de m'arranger de telle sorte que je resterai le plus riche gentilhomme d'Europe. »

Pour l'Empereur actuel, le dernier, je vous ai déjà parlé de ses confiscations et de son haras privé; j'ajouterai seulement un mot : toutes ses espérances, espérances illusoires! reposent sur son armée, et il en est si bien ainsi que lorsque son héritier présomptif vint au monde, il le recommanda uniquement et exclusivement aux soldats, et nomma colonel ce bambin à la mamelle. L'autre héritier, celui de Paris, a été fait caporal seulement, je pense, mais cela est naturel, l'homme de Paris n'est que le neveu de son oncle, tandis qu'à Vienne ils sont les Hapsbourgs-Lorraine, ainsi que vous le savez.

Eh bien! quoique François-Joseph n'ait d'espoir que dans l'armée, et bien qu'ayant décuplé les taxes, il paie si mal cette armée qu'un lieutenant n'a qu'une livre dix shellings par mois pour se nourrir et s'habiller; il y a des officiers qui ne peuvent pas se procurer un dîner chaud deux fois par semaine. L'Empereur, comme ils disent, aime beaucoup son armée, mais il aime encore plus son argent. Lorsque Vienne lui envoya une députation pour le féliciter sur la naissance de son fils, il ne trouva pas de meilleure réponse que de leur dire qu'il espérait que cet événement providentiel encouragerait sa bonne ville de Vienne à faire encore de plus grands sacrifices pour la splendeur de sa maison impériale; en d'autres termes, il désire les voir payer beaucoup, payer encore plus, payer toujours. Il a déclaré ouvertement

qu'il s'inquiète peu d'être aimé, pourvu qu'on le paie. Une autre qualité qui doit recommander la maison d'Autriche à votre admiration, c'est son ingratitude tant publique que privée.

INGRATITUDE DES HAPSBOURGS.

Le temps ne me permettra pas de m'arrêter longuement sur cette qualité impériale; quelques traits caractéristiques serviront d'échantillon. Léopold Ier, surnommé *Grosses lèvres*, était malade sans espoir de guérison. Il se trouva que le chevalier Joseph Borri de Milan, médecin et chimiste renommé, était à la même époque poursuivi et chassé comme une bête fauve de pays en pays, par les Jésuites qui l'accusaient d'hérésie. Il fut arrêté en Silésie et, sur la réquisition du nonce du Pape, amené à Vienne; le capitaine Scotti, qui escortait le prisonnier, lui parla de la maladie de l'Empereur. Le savant chevalier, d'après ce qu'on lui dit, fut amené à croire que les souffrances de Léopold étaient dues à un poison subtil, et offrit de le guérir, si ses conjectures étaient vraies, Admis un soir en présence de l'Empereur, qui le catéchisa brutalement sur son hérésie, Borri remarqua que les chandelles placées près du lit du malade donnaient en brûlant une flamme d'un rouge violet et émettaient un léger nuage de gaz blanchâtre, qui laissait sur le plafond un dépôt visible. Le cas était clair et l'analyse chimique ne laissa aucun doute; l'air de la chambre était toutes les nuits saturé d'un poison volatil. Borri préserva l'Empereur de la mort et en quelques semaines rétablit sa santé! Eh bien! quelle fut sa récompense? Mon Dieu, ce fut une récompense à la Haps-

bourg; l'Empereur lui donna quelque argent et le livra ensuite au nonce du Pape, pour être envoyé chargé de chaînes à Rome où, ayant refusé de renier ses convictions religieuses, il périt misérablement dans les donjons de l'Inquisition. Telle est la gratitude privée des Hapsbourgs. Passons à leur gratitude publique.

De quelle façon le digne et valeureux roi de Pologne, Jean Sobiesky, sauva Vienne et préserva la maison d'Autriche d'une ruine totale, et comment la Pologne en fut récompensée, vous le savez déjà. Mais j'ai besoin de vous citer quelques lignes écrites par Marie-Thérèse à son ministre Kaunitz au moment de signer le partage de la Pologne : « Quand toutes mes provinces furent attaquées et que j'ignorais où je pourrais trouver où reposer ma tête, je restai ferme appuyée sur mon bon droit; mais dans cette affaire, quand non-seulement la justice crie au ciel contre nous, mais aussi lorsque l'honneur et l'opinion publique nous condamnent également, je suis forcée d'avouer que j'ai honte de me présenter devant le peuple. Je crains que ce ne soit violer tout ce qui jusqu'à présent a été considéré comme saint et juste. » Messieurs, en général lorsque les tyrans font le mal, ils s'efforcent de se persuader à eux-mêmes, ainsi qu'au monde, que cela est juste. Nous savons tous comment les sauveurs de la famille et de la propriété tiennent leurs serments. Mais, Messieurs, qu'une souveraine écrive de sa propre main sachant qu'elle va commettre un crime qualifié par elle-même de « violation de tout ce qu'il y a de juste et de sacré » et que néanmoins elle consente à apposer au bas d'un pareil traité son *placet* (*cela me plaît*) et son nom, Messieurs, c'est là un trait exclusivement propre aux Hapsbourgs : telle est leur gratitude.

Autre chose, Messieurs, de tout aussi édifiant! La fille et

la dernière héritière du sexe féminin du dernier Hapsbourg se vit attaquée à la fois par l'invincible Frédéric de Prusse, par la France et la Bavière. Chassée de la demeure de ses ancêtres, se plaignant à sa belle-mère de ne plus savoir *où reposer sa tête*, elle s'enfuit en Hongrie. Là elle se présenta au milieu du Parlement assemblé, et elle dit en sanglotant : « qu'abandonnée du monde entier, et n'ayant d'autre ressource que la fidélité et la bravoure de ses Hongrois au cœur noble, elle se confiait à eux, elle et ses enfants, » puis ses pleurs redoublèrent. Les Hongrois au cœur généreux, hélas! trop généreux, lui répondirent dans un élan d'enthousiasme que tous étaient prêts à mourir pour sa défense. Et comme par magie, une armée de 100,000 hommes se trouva prête pour le combat. Le 11 septembre, fugitive, sans ressources, implorant les Magyars, le 11 décembre, elle siégeait sur son trône à Vienne. En trois mois, l'armée hongroise avait sauvé Marie-Thérèse, Vienne et la monarchie!

Eh bien ! Messieurs, cette même Marie-Thérèse qui devait tout à la nationalité magyare, fit plus qu'aucun de ses prédécesseurs pour étouffer cette même nationalité. Elle, qui devait tout au généreux enthousiasme du parlement hongrois, qui d'après la loi était triennal, ne lui permit pas de s'assembler pendant quinze ans, et gouverna d'une manière absolue. C'est de la reconnaissance à la Hapsbourg. Son fils, le même que, suivant quelques historiens, elle tenait enfant dans ses bras, lorsque sanglotant devant les Magyars, elle les suppliait de la sauver elle et ses enfants, ce même enfant abolit la Constitution hongroise, étrangla notre nationalité, déclara la Hongrie province germanique et la gouverna despotiquement à l'allemande pendant dix ans. C'est de la reconnaissance à la Hapsbourg. Après sa mort, la Hongrie revendiqua ses droits. Toutefois, depuis lors, les Hapsbourgs ont juré

de respecter et de maintenir ces droits, et ce serment a été violé cent fois. François avait perdu Vienne, perdu l'Autriche, perdu tout; la Hongrie seule lui restait; sur ses frontières se trouvait Napoléon avec son armée victorieuse, invitant les Magyars à abandonner à leur destin les ingrats Hapsbourgs, et à ressaisir la liberté et l'indépendance. Si les Magyars avaient seulement dit: nous abandonnons les Hapsbourgs à leur destin, où seraient-ils maintenant? Mais pas un ne les abandonna dans le malheur, non, pas un. Regardez maintenant ma patrie, et voyez ce qu'ils en ont fait!

Telle est la reconnaissance des Hapsbourgs. Messieurs, je pourrais en dire quelque chose par expérience personnelle, parce que moi aussi, j'ai tenu un jour leur existence dans le creux de ma main; mais si je devais vous présenter dans tout son jour le portrait héréditaire de cette famille, j'aurais à suivre la trace que sa main cruelle a laissée partout dans le champ désolé de la liberté humaine, en Espagne, en Italie, dans les Pays-Bas, en Allemagne, en Bohême, en Hongrie, et dans ce qu'ils appellent leurs possessions héréditaires; j'aurais à montrer comment ils ont pour règle de conduite cette maxime sacrilége que là où la terre leur appartient, la religion, l'âme, l'intelligence et le corps des malheureux sujets leur appartiennent aussi; et j'aurais à suivre le fil non interrompu de cette politique traditionnelle jusqu'à cet homme dont le pied est maintenant posé sur la poitrine de mon pays abattu. Mais comme je ne veux qu'esquisser quelques traits et non écrire une histoire complète, je me bornerai à rapporter quelques faits qui montreront toute l'étendue de l'immoralité politique de la maison d'Autriche et jusqu'où elle est habituée à descendre dans le choix de ses moyens.

FALSIFICATION DES DOCUMENTS PUBLICS.

J'intitulerai un des chapitres consacrés à l'examen de ces moyens : *modification de documents,* vous laissant le soin de lui donner un autre nom en bon anglais. Charles VI étant décédé sans héritier mâle, l'électeur Charles-Albert de Bavière réclama la succession des possessions héréditaires autrichiennes. Ses prétentions reposaient sur un testament de l'empereur Ferdinand Ier, suivant lequel, après l'extinction de ses descendants mâles, la succession devait retourner aux descendants de sa fille, qui était l'aïeule de l'électeur de Bavière. Ce testament, suivant l'usage, avait été 200 ans auparavant échangé entre l'Autriche et la Bavière au moyen de deux *duplicata* conformes. Charles-Albert, pour faire valoir ses prétentions, envoya à Vienne le comte la Pérouse, avec son *duplicata* et, en le comparant avec celui de la cour de Vienne, on trouva que le testament y avait été falsifié; au lieu de *mânliche,* c'est-à-dire *mâles,* le *duplicata* autrichien portait *ehliche,* c'est-à-dire nés en légitime mariage. Le baron Hormayer donne les noms exacts des personnes qui furent employées pour *modifier cet important document.* Je pourrais citer plus de faits semblables, des falsifications d'actes du parlement, et d'autres pareils. Toutefois pour ménager le temps, je me bornerai au témoignage explicite du duc de Richelieu, autrefois ministre de France à la cour de Vienne, et qui a écrit ceci dans ses Mémoires : « Les hommes du cabinet de Vienne, accoutumés à avancer des faits qu'ils savent faux, ne rougissent même pas lorsqu'on leur prouve qu'ils ont falsifié les documents les plus

authentiques et les articles les plus solennels des traités. » Chez les Hapsbourgs tout est *système héréditaire*, comme vous voyez.

Un autre chapitre est plus odieux encore. Il a trait à une habitude des Hapsbourgs qui fait frémir d'horreur. Je l'appellerai poliment l'habitude *d'écarter de son chemin les personnes qui déplaisent*. Beaucoup d'entre vous ont entendu citer les Zrinyis comme le boulevard de la chrétienté; vous savez comme le terrible Soliman, avec une armée comparable à celle que Xerxès menait contre les Grecs, fut arrêté pendant un mois entier par Nicolas Zrinyi, le Léonidas de la Hongrie, et sa brave petite armée de 2,500 héros. Zrinyi mourut, ses 2,500 compagnons moururent, mais non pas avant que Soliman n'eût expiré de dépit et de rage. A cette époque, la période des sultans guerriers prit fin, et l'on vit commencer la période des sultans de sérail; la chrétienté et l'Europe étaient sauvées. C'est ce que Richelieu appela le miracle du salut de l'Autriche. L'empereur Maximilien se trouvait avec 100,000 hommes à quatre jours de marche du lieu où combattait Zrinyi, où Zrinyi mourait et par sa mort sauvait l'Autriche et l'Europe, mais l'empereur Maximilien ne fit point un pas pour le sauver. Le grand vizir envoya au camp de Maximilien la tête du héros avec ce message : « Je vous envoie la tête de celui que, entouré de centaines de mille combattants, vous avez laissé périr seul, et dont la mort est pleurée par ses adversaires qui l'admirent. Nous avons enterré son corps avec tout le respect qui lui était dû. » C'est ainsi que mourut un Zrinyi. Comment mourut son plus proche héritier, un brave héros et un bon patriote? Il mourut du poison qui lui fut administré à la table de celui qui fut par la suite le fameux *Wallenstein*, un de ceux que Ferdinand II d'Autriche avait choisis pour réduire la Hon-

grie au niveau de la Bohême, à l'aide des moyens les plus traitreusement infâmes, y compris l'assassinat en masse; et ce plan, qui avait été discuté dans un conseil de cabinet à Vienne, formulé en résolution, et signé par Ferdinand, fut découvert dans les archives secrètes du royaume, et publié par le célèbre Hormayer. J'ai eu moi-même sujet de me rappeler pour mon compte ce Zrinyi et ce Wallenstein.

Dans mon humble carrière, je me suis efforcé pendant nombre d'années, de remplir envers ma patrie le devoir d'un bon citoyen. Cette conduite rendit mon nom odieux à la cour de Vienne. Il s'établit entre un haut dignitaire de la cour, fort avant dans les secrets du cabinet, et mes principaux antagonistes en Hongrie, une correspondance dans laquelle on discuta les moyens de me rendre inoffensif. Une de ces lettres contenait mot pour mot ce qui suit : « Nous possédons une riche variété de moyens, et nous avons le bras long. Si Kossuth ne cesse point de jouer le rôle d'un second Zrinyi, nous lui trouverons un Wallenstein. » Je dois la connaissance de ce fait, et probablement mon salut, au secrétaire de mon antagoniste qui étant, par l'effet du hasard, tombé en possession de cette lettre, se sentit frappé d'horreur et se hâta de m'en communiquer le contenu. Ce que je dis est connu de quelques personnes encore vivantes. Cela se passa en 1846, et en tous cas, avant la mémorable diète de 1848.

Le destin de l'illustre famille des Zrinyis, ces sauveurs de la maison d'Autriche, présente un si triste exemple à l'appui de ma thèse qu'on m'excusera, je l'espère, de l'avoir intercalé ici. Zrinyi aima mieux sacrifier sa vie pour la maison d'Autriche qui l'abandonna, que d'accepter la couronne de Croatie que Soliman lui offrait pour la posséder héréditairement, s'il consentait à rendre Szeged; un second mourut empoi-

sonné au moyen d'un navet; le troisième mourut pendant une chasse. On prétendit qu'un sanglier blessé l'avait mis en pièces, car on retrouva son corps déchiré dans un bois près de sa demeure; mais un trou de balle, qu'offrait sa tête, racontait la chose autrement, et je connais des gens qui ont vu un fusil, dans certain cabinet d'armures, avec cette inscription: *Le sanglier qui a déchiré Nicolas Zrinyi, c'est moi.*

Un autre, Pierre Zrinyi, fut décapité par l'ordre de Léopold I[er] d'Autriche, sous l'accusation d'avoir médité une insurrection; mais sa mort, encore plus atroce que celle de Louis Batthyani, en 1849, fut un hideux assassinat, parce que, bien que Batthyani non plus n'ait point été appelé devant un tribunal régulier, bien qu'il n'ait pas été jugé conformément aux lois de son pays, il fut mis à mort dans son pays; mais Zrinyi fut traîtreusement invité à venir à Vienne dissiper le nuage qu'avaient jeté sur sa conduite des rumeurs compromettantes. Il arriva, fut arrêté immédiatement, soumis à un semblant de jugement devant une commission spéciale étrangère, dans laquelle ne siégeait aucun Hongrois, et devant laquelle les formes mêmes de la justice étrangère furent tellement mises en oubli, qu'on ne le confronta avec aucun témoin, qu'on ne lui en nomma même pas un; et quand, devant une pareille manière de procéder, il en appela aux droits naturels de l'homme, on lui répondit : « que les lois de la nature n'étaient pas les lois de la Hongrie. » Sa tête ne tomba qu'au second coup. Ses domaines furent confisqués, que dis-je? à peine était-il arrivé à Vienne, qu'on avait déjà pillé son palais en Croatie; la cour impériale se servait de son argenterie et de ses trésors, avant même qu'eût commencé la comédie de son procès. Sa veuve désolée fut renfermée dans une prison où elle devint folle et périt misérablement.

Il en restait encore un. Le dernier, Balthazar, le fils unique de Pierre qu'on avait assassiné, étant encore trop jeune pour qu'on pût l'accuser d'aucun crime, fut amené à la cour; mais comme on pensa bien qu'il ne pourrait jamais oublier ni pardonner les horribles injustices commises envers sa famille, fatalement condamnée, on l'enferma dans un sombre donjon souterrain à Rattenberg, en Tyrol; là on le nourrit de pain sec et d'eau qu'on lui passait par une petite ouverture; on le laissa sans lumière, dans l'obscurité la plus absolue, sans qu'il pût jamais apercevoir ou entendre un être humain, pendant de longues années jusqu'à ce qu'enfin la mort le délivra ; mais non sans qu'il eût perdu la raison, la faculté de parler et l'usage de ses sens. Tel fut le destin des Zrinyis, et tels furent les actes de la maison d'Autriche.

Jusques à quand, ô Seigneur, jusques à quand? Mais continuons la série des actes qui appartiennent à la catégorie des procédés inventés pour se défaire des personnes qui gênent. Lorsque Ferdinand Ier d'Autriche fut, par une faction oligarchique, élu roi d'une partie de la Hongrie, Jean Zapolya fut et demeura le roi légitimement élu de la plus grande partie du pays et de la Transylvanie. Les rois rivaux, après avoir couru les chances diverses de la guerre, firent un arrangement d'après lequel la Transylvanie retournerait à Ferdinand après la mort du roi Jean qui, à cette époque, n'avait point d'enfants. Le roi Jean étant mort, le fameux moine et cardinal Martinuzi, principal conseiller de la veuve et tuteur de son fils, enfant né après le traité, exécuta néanmoins fidèlement la convention, et mit Ferdinand en possession de la Transylvanie. En retour, Ferdinand qui se défiait du pouvoir et de l'influence du moine, donna des ordres formels et réitérés à son général espagnol, Castaldo, pour *ôter le moine de son chemin*. Ces ordres et les rapports des hommes

chargés de l'exécution de ce crime, existent dans des pièces authentiques. *Castaldo* se rendit auprès de Martinuzi, lui demanda l'hospitalité, fut reçu amicalement, et pendant qu'il était son hôte, introduisit chez lui six assassins, et avec leur assistance massacra le cardinal dans sa propre maison, se conformant fidèlement aux ordres impériaux. Le pape Jules demanda la punition des assassins. Le roi Ferdinand fit partir pour Rome des envoyés spéciaux pour apaiser la colère du pape. Ces envoyés prétendirent que ce meurtre devait être considéré comme un châtiment, puisqu'il avait eu lieu par les ordres du roi. *De scitu et mandato regio!* Mais le pape rejeta avec effroi cet horrible argument, et, dans un consistoire solennel, lança les foudres de l'excommunication contre ce roi assassin. Voilà pour Ferdinand Ier.

Sous Ferdinand II fut exécuté, par l'intermédiaire de Wallenstein, le premier des nombreux assassinats contre les Zrinyis. Mais ce même Wallenstein, le bras droit et le protecteur de la maison d'Autriche contre Gustave-Adolphe, roi de Suède, ce même Wallenstein fut assassiné à son tour, sur l'ordre exprès de Ferdinand. Ce fait est trop notoire pour exiger des détails. Je me bornerai à citer ces quelques mots de l'histoire de Wolfgang Mentzel. « L'ambassadeur d'Espagne dit à Ferdinand : le poignard et le pistolet mettront aisément fin à cela. Sur ce l'Empereur se décida à l'assassinat. Mais suivant son caractère habituel, après en avoir signé l'ordre, il continua pendant vingt jours à écrire à Wallenstein les lettres les plus amicales et les plus gracieuses. » Vient ensuite le tour de Léopold Ier. J'ai déjà parlé de lui. Mais je dois relater encore deux de ses hauts faits en ce genre. La perspective de l'héritage espagnol se trouvait ouverte à la branche autrichienne des Hapsbourgs par ce fait que Charles était privé d'enfants; mais il y avait deux obstacles sur

le chemin de l'Autriche. D'abord la reine d'Espagne, Marie Louise d'Orléans, et ensuite le *neveu de Léopold lui-même,* le prince héréditaire de Bavière, que Charles d'Espagne avait désigné comme son successeur. Ces deux obstacles furent écartés. La preuve du crime de l'Autriche dans cette affaire repose sur le témoignage irrécusable de la vieille et honnête duchesse d'Orléans et du vieux duc de Saint-Simon, deux personnages de la plus haute intégrité et d'une grande pureté de mœurs. La reine d'Espagne fut empoisonnée par le comte de Mansfeldt, ambassadeur d'Autriche à la cour d'Espagne. La duchesse d'Orléans le nomme formellement. Il fut en récompense créé prince du Saint-Empire Romain. Quant à la mort soudaine du jeune prince bavarois, son père, Maximilien-Emmanuel, accusa publiquement l'Autriche de ce meurtre. L'Autriche n'osa point prononcer un mot à l'encontre de cette accusation; et le vieux et honnête duc de Saint-Simon affirme positivement que ce crime fut exécuté à l'instigation du cabinet de Vienne.

Bien plus, Messieurs, le nom de Marie-Thérèse elle-même n'est point complétement exempt de tache au sujet de ces honteux moyens politiques. Frédéric le Grand, qui n'était certainement ni un lâche ni un menteur, démontre sans réplique dans une lettre au baron de Dunkelman que, lorsqu'il déclara la guerre à l'Autriche, le cabinet autrichien espéra se débarrasser de lui par la voie plus expéditive de l'assassinat; que des bandits furent envoyés dans son camp pour attenter à ses jours, qu'on obtint une confession complète de l'un d'eux qui s'était lié par un serment prêté en présence du duc de Lorraine, mari de l'Impératrice. Mais le plus honteux peut-être des crimes de cette espèce, le plus honteux parce qu'il se rattache à la violation la plus flagrante du droit des nations, fut commis par l'empereur

François, le dernier allié de l'Angleterre, et qui, comme on le sait généralement, fit attaquer et massacrer sur la grande route trois ambassadeurs français à leur retour du Congrès de Rastadt. (Un seul d'entre eux, Jean Debry, échappa parce qu'il feignit d'être mort.) L'objet de cet exécrable meurtre était de s'emparer des papiers des ambassadeurs français, afin de découvrir s'il y avait quelque accord secret entre le directoire français d'une part, et la Russie ou la Bavière de l'autre. Mais les ambassadeurs français avaient laissé leurs papiers entre les mains de l'envoyé prussien, le comte de Gœrtz, de sorte que ce meurtre atroce n'atteignit point son but.

Enfin, pour terminer ce sombre chapitre, j'ajouterai ce fait que pendant que j'étais détenu à Schoumla en Turquie, feu Reschid Pacha, le grand vizir, m'informa officiellement par écrit que l'Autriche avait dépêché à Schoumla douze bandits, sous le commandement d'un Jaszmagyi, employé à l'internonciature ou au consulat autrichien de Constantinople, avec l'intention d'attenter à mes jours; le Pacha me faisait prévenir d'être sur mes gardes, parce qu'il n'était pas sûr de pouvoir protéger ma vie. Cette honorable bande fit son apparition; mais elle souleva une telle irritation parmi les Hongrois présents sur les lieux qu'il s'ensuivit un tumulte, je pourrais presque dire un combat, et que les bandits furent obligés de quitter Schoumla.

HYPOCRISIE DES HAPSBOURGS.

Vous voyez comme cet horrible trait de caractère se transmet presque sans interruption dans la maison d'Autriche de génération en génération. Et cependant ces pères et ces enfants du crime, à qui conviennent seuls pour devise

ces mots du Satan de Milton : « O mal, sois pour moi le bien; » ces êtres osent prier; ils prient souvent et beaucoup; il n'existe pas une dynastie qui hante les églises autant que les Hapsbourgs. Le duc de Richelieu, pendant son ambassade à Vienne, se plaignit au cardinal de Polignac que depuis le dimanche des Rameaux jusqu'au mardi de Pâques, il avait été obligé de passer cent heures à l'église avec l'Empereur; il ajoutait qu'il était convaincu que le plus robuste capucin pourrait à peine supporter les assiduités de la maison d'Autriche aux offices de l'église. Le Prince de l'Église le consola en lui répondant : « que les cardinaux à Rome sont exactement tenus aux mêmes choses; seulement ils sont payés pour cela. »

Mais, Messieurs, le trait le plus frappant du caractère de famille de la maison d'Autriche, outre cette hypocrisie pour le culte, c'est que, tandis que vous voyez se reproduire toujours et toujours ce qu'il y a en lui de mauvais, si vous y cherchez quelque chose de bon, soit dans le champ des idées politiques larges, soit dans celui de la moralité, ou vous ne trouvez rien, ou si vous voyez apparaître quelque chose, ce n'est qu'une fleur solitaire dont le parfum s'exhale dans un désert où ne végète que la ciguë. Il y a deux points plus brillants dans leur sombre histoire : Maximilien le Tolérant et Joseph, le fléau de la superstition cléricale et véritable philanthrope; mais tous deux ne brillent que d'un éclat partiel, car tous deux furent des despotes. La maxime : « à moi la terre, à moi le pouvoir, » ne fut jamais appliquée plus rudement que par Joseph. Et cette opiniâtreté de volonté personnelle allant jusqu'au caprice, est d'autant plus regrettable que par l'excès de son despotisme, il condamna à la décadence et à la mort tout ce qu'il avait projeté de bon; le mal seul a prospéré comme une semence féconde.

Il voulut qu'on mît sur sa tombe que ses intentions étaient bonnes, mais qu'il avait eu le malheur de voir tous ses plans échouer. Ces mots ne furent point placés sur sa tombe, mais une statue équestre fut érigée à sa mémoire à Vienne, du temps de François; un plaisant suspendit à cette statue un placard qui portait ces deux vers :

« Sepperl ! Sepperl ! das sind bœse Zeiten
Steig du herab, und lasz das Frantzl reiten. »

Ce qui signifie :

Joseph, les temps sont durs ; descends parmi les forts,
Laisse monter François au piédestal des morts.

Mais il ne descendit pas; car c'est là la double malédiction inhérente au despotisme, que Commode succède à Marc-Aurèle; et que le bien qui, par un heureux hasard, a pu être projeté par un Marc-Aurèle, n'est qu'une plante sans racines incapable de lui survivre. Le mal subsiste seul ; les institutions libres, au contraire, ont cet avantage inappréciable que sous elles le bien se conserve de génération en génération, comme un héritage précieux, tandis que, d'un autre côté, comme la lance d'Achille, elles possèdent la vertu de guérir le mal qu'elles peuvent avoir produit, par suite de l'imperfection inhérente à toute chose humaine.

Ainsi tout ce qui était une tache sur le caractère de Joseph, son mépris irrévérentieux pour la personnification morale des nations, sa tendance à tout germaniser, ses traditions centralisatrices, absolutistes, son système d'espionnage, ses successeurs les ont précieusement conservés, tandis qu'ils détestent tout ce qu'il y avait en lui de bon et s'efforcent d'en effacer tout vestige.

Joseph avait établi la tolérance religieuse, son successeur vient de la remplacer par l'arbre mortifère du Concordat, ce véritable upas. Joseph avait frappé d'une main ferme les fraudes religieuses. Son successeur actuel a non-seulement rappelé les Jésuites, mais il s'est fait leur esclave obéissant, et leur a donné sur le corps et l'âme de son peuple un pouvoir tel qu'ils ne l'ont jamais possédé nulle part, au temps des plus beaux jours de leur puissance. Aussi les Jésuites avec ou sans froc, les Jésuites en jupons, fourmillent dans le pays. Les riches ont un jésuite pour chapelain domestique. Le stratagème des testaments dépouillant les héritiers naturels au profit des Jésuites, est à l'ordre du jour. L'instruction, l'éducation, jusqu'à celle de la villageoise aux pieds nus, est entre leurs mains. Nous avons en Hongrie les pères Piaristes, un digne ordre religieux, consacré à la tâche méritoire de l'instruction gratuite, c'était pour eux une gloire traditionnelle que d'accomplir leur mission dans un esprit si chrétien de tolérance et de philanthropie bien entendue, qu'ils avaient conquis dans tout le pays l'estime des protestants aussi bien que celle des catholiques. Moi-même qui suis protestant, j'ai été dans mon enfance à une de leurs écoles, et c'est à eux que je dois non-seulement les premiers rudiments du peu que je sais, mais aussi ceux de cette tolérance religieuse qui, je puis le dire, fait partie de mon caractère. Eh bien ! ces dignes prêtres, ces bonnes gens, ces honnêtes patriotes, ont été mis de côté, et leurs écoles livrées aux Jésuites.

Bien plus : on a tout récemment rendu une ordonnance qui enjoint à tout prêtre catholique, jeune ou vieux, et sans que rien puisse les en dispenser, d'aller chacun à leur tour passer chaque année une semaine au couvent de jésuites le plus voisin, pour s'y voir interroger, instruire, endoctriner,

inspirer, jésuitifier. Mesdames et Messieurs, je vous ai fait connaître un petit nombre des traits du caractère historique de la maison d'Autriche, pas beaucoup, mais assez pour les stigmatiser. Et ce sont ces Hapsbourgs, que plus d'un homme d'État anglais, ministres passés, ministres futurs, ont eu l'habitude de rattacher par les liens d'une étroite alliance au nom sans tache de la libre Angleterre. J'ai déjà eu souvent l'occasion de supplier le public anglais de surveiller avec une vigilance jalouse la politique étrangère du gouvernement. J'ai osé souvent le prévenir que dans les affaires qui concernent la politique étrangère, il n'y a qu'un moyen de remédier au mal, c'est de le prévenir. Ce que ni ma faible voix, ni les avertissements d'hommes qui valent mieux que moi, n'avaient pu faire, la dernière atteinte portée par un gouvernement voisin à la majesté du peuple anglais l'a accompli. Elle a amené le peuple à comprendre l'impérieuse nécessité de diriger un œil vigilant sur ce que l'on fait dans Downing street.

Moi, qui suis étranger, je me suis senti fier de la majesté déployée par le lion britannique dans la circonstance à laquelle j'ai fait allusion. J'ai compris que c'était un privilége dont il fallait être fier que d'habiter ce sol. Cet acte figurera dans l'histoire de notre âge, comme un fait propre à racheter la dégradation servile du continent. Je supplie le peuple de ne pas se relâcher. La nouvelle tache dont est prochainement menacé le brillant écusson de la Grande-Bretagne, c'est peut-être le renouvellement de l'alliance autrichienne; plus les complications deviennent nombreuses en Orient, plus le danger de cette souillure approche. Plus le retour de la lutte pour la liberté devient inévitable sur le continent, plus l'on doit envisager avec terreur l'idée d'une alliance entre l'Autriche et l'Angleterre. Cette fois ce

ne serait pas seulement une souillure, mais une calamité nationale, parce qu'il n'est pas bon de se réfugier sous le toit d'une maison qui s'écroule, et rappelez-vous ces mots qui seront ma conclusion : *Elle est déjà détachée la pierre qui renversera la statue de Nabuchodonosor, statue composée d'alliage.* (Applaudissements bruyants et prolongés.)

Au mois de décembre, M. Kossuth fut invité à se rendre à Liverpool, afin d'éclairer le public sur la politique que le gouvernement anglais a suivie, à l'égard de la Hongrie, dans les années 1848 et 1849. L'illustre orateur, cédant à ces vœux, a donné l'éclaircissement désiré.

C'est une nouvelle page à ajouter à l'histoire moderne. Nous y voyons la politique ténébreuse d'un gouvernement qui préside aux destinées du peuple le plus libre de l'Europe. Nous donnons l'extrait de ce discours d'abord à cause des faits très importants et entièrement ignorés qu'il comprend, ensuite comme un avertissement aux peuples.

Tandis que nous étions plongés au milieu de toutes les horreurs des guerres, nous avions, d'une part, à faire face à la perfidie de la maison d'Autriche, perfidie si grande que l'histoire en rapporte à peine une qu'on puisse lui comparer; de l'autre, à lutter contre les armées de la Russie; il

nous fallait de plus résister à cette pensée navrante que nous restions seuls et complétement abandonnés. Je me sentirai toujours fier, comme Hongrois, du courage déployé par le peuple hongrois, malgré le décourageant abandon dans lequel il s'est trouvé.

Je n'en fis point mystère.

J'ai entendu dire d'Andrew Fletcher « qu'il était prêt à perdre la vie pour servir son pays, mais que même pour le sauver il n'aurait point commis une action déshonnête. »

Ce sentiment me plaît.

C'eût été un acte déshonnête que de tromper ma nation en la berçant d'espérances illusoires.

J'ai donc dit à tous clairement, sans équivoque, qu'il n'y avait personne sur la terre dont nous pussions attendre quoi que ce fût.

Permettez-moi de reproduire ici en substance quelques phrases d'un discours que j'adressai aux habitants de Szeged en Hongrie, à l'occasion de la réception qu'ils me firent, lorsque par suite de l'invasion russe, le siége du gouvernement fut transféré dans cette ville.

Je disais à peu près :

« Quant à ce qui concerne les Autrichiens, ils ont fait « tout ce qu'ils pouvaient faire, et à cet égard la guerre est « terminée. Le Dieu des batailles s'est déclaré pour nous, « mais ils en ont appelé des décrets de la Providence au « czar Nicolas et ont invoqué l'aide du potentat le plus puis- « sant, en même temps qu'il est l'ennemi le plus déterminé « des droits des nations et des libertés de l'humanité. L'in- « vasion russe a répondu à cet appel, notre lutte acquiert « une importance européenne. Dès aujourd'hui, c'est pour la « liberté européenne que nous allons livrer nos batailles. « Notre destinée va encore nous faire les libérateurs ou les

« martyrs de l'Europe, comme cela a été jadis la destinée de
« nos pères; néanmoins, nous sommes abandonnés par tout
« le monde, bien que notre cause soit celle de toute l'Eu-
« rope; nous n'avons personne pour nous aider; personne
« pour invoquer la sévérité des lois qui régissent entre elles
« les nations, lois qu'à notre égard foule aux pieds une puis-
« sance sans frein. Séparés, comme nous le sommes, du reste
« du monde, nous n'avons personne qui nous excite par son
« approbation, personne qui nous encourage de ses sympa-
« thies. Nous sommes seuls! seuls! sans autre appui que
« Dieu tout-puissant et nos bonnes épées. N'en veuillez point
« pour cet abandon aux autres nations. C'est leur malheur
« non moins que le nôtre, qu'elles ne puissent briser les
« trames qui les empêchent d'agir conformément à de meil-
« leurs instincts. Mais quoique assaillis par le malheur, nous
« sommes encore debout. Sortirons-nous vainqueurs de la
« lutte gigantesque dans laquelle nous sommes engagés,
« c'est ce que je ne puis dire. Toutefois si je pouvais savoir
« que le peuple ne perdra point la conscience de ses forces;
« si je pouvais savoir que l'infernal esprit de dissension ne
« réussira point à désunir nos volontés et nos desseins; si je
« pouvais savoir que le peuple et l'armée unis comme un seul
« homme continueront comme jusqu'aujourd'hui à se tenir
« à mes côtés : je vous dirais que nous pourrons repousser
« ce géant infernal et ébranler jusque dans ses fondements
« sa propre maison! Dans l'état des choses, ce que je puis
« dire, c'est que si nous sommes vainqueurs, nous aurons
« racheté l'Europe de la servitude, et que si nous succom-
« bons, nous tomberons martyrs de la cause de la liberté
« européenne. Qu'il en soit ainsi, si telle est la volonté de
« Dieu! Mais, peuple magnanime de ma patrie, es-tu préparé
« à accepter cette mission de dévouement? Sera-t-il dit qu'à

« cause de l'abandon dans lequel on nous a laissés, nous « aussi nous avons abandonné la cause de l'humanité? voulez-vous ou combattre et vaincre, si cela est possible, ou « mourir, s'il le faut, pour la cause de la liberté future du « monde? »

Tel fut le funèbre appel que je leur adressai, un appel au martyre. Quant à ceux à qui cela s'adressait, découvrant leurs têtes et élevant leurs bras dans l'attitude d'un serment, ils répondirent avec le calme d'une détermination inébranlable: « *Nous sommes déterminés à vaincre, si cela est possible;* « *à mourir, s'il le faut.* »

Messieurs, le pauvre orateur, dépouillé de tout prestige accidentel, qui vous parle en ce moment, a fait dans son temps un peu d'histoire; il a eu une certaine part dans de grandes scènes historiques dont chacune est digne d'une vie tout entière : celle-ci en est une.

Un auteur anglais, qui est loin de m'être favorable, y a fait allusion en ces termes :

« Il y eut dans la manière dont s'accomplit ce sacrifice « une sublimité sauvage à laquelle il est difficile de trouver « quelque chose d'égal. Il rappelle la fascination des dévoués « d'Alamont et la frénésie des défenseurs du temple de « Salem. On peut à peine croire qu'il s'agisse d'un fait his- « torique, surtout appartenant à notre époque. Mais cet « effort, tout gigantesque qu'il fût, n'atteignit point le but, « et l'intrigue prévalut. »

Oui, l'intrigue prévalut. L'intrigue et non la force.

J'aborde maintenant un chapitre, Messieurs, qui m'inspire la plus grande répugnance, car il m'amène à parler de ce que nous eûmes à subir de la part du gouvernement anglais dans ces jours d'épreuve.

Je n'ai point le dessein de me plaindre, mais j'aperçois

devant moi l'avenir dont l'ombre se projette déjà clairement sur les événements qui passent sous nos yeux. Le silence règne sur tout le continent, ce lugubre cimetière de la liberté; mais ce n'est point le silence de la mort, c'est celui qui précède le terrible ouragan. Regardez attentivement et, au-dessus de ce calme apparent, vous verrez s'élever rapidement des nuages chargés du fluide électrique qui annoncent le châtiment, bien que le despotisme, déguisant mal ses terreurs, se vante d'une sécurité bien établie.

« Et pourtant, Liberté, malgré le dur outrage
Des despotes mettant ta bannière en lambeaux,
Celle-ci flotte encore aux mains de nos héros,
Fière, et contre le vent qui sema l'esclavage,
Marche, marche comme l'orage ! »

Le peuple anglais, avec ses ardentes sympathies pour la cause de la liberté, sera bientôt appelé à jeter le poids de son opinion dans la balance où se pèseront les événements qui s'approchent. Il y a donc utilité et opportunité à lui remettre sous les yeux l'expérience instructive du passé.

Messieurs, la perfidie autrichienne ne se fût pas plutôt déchaînée sur ma patrie, que la confiance de mes concitoyens me plaça au gouvernail de l'État.

Tout en me préparant à repousser l'agression, je désirais arrêter, si cela se pouvait, les horreurs de la guerre.

Dans ce but, je m'adressai d'une part au ministre américain à Vienne, pour qu'il employât ses bons offices à la négociation d'un armistice, et d'un autre côté je dépêchai à Londres un envoyé extraordinaire avec une mission spéciale pour le gouvernement anglais.

Je pouvais en appeler à un précédent remarquable. Au commencement du siècle dernier, la nation hongroise, sous

la direction du prince François Rákóczy, d'immortelle mémoire, se vit réduite à en appeler aux armes contre l'intolérable tyrannie de la maison d'Autriche. Le gouvernement britannique offrit spontanément sa médiation aux parties belligérantes. Les chefs de la révolution hongroise non-seulement n'avaient pas sollicité cette médiation, mais ils avaient même refusé de l'accepter, à moins que l'acte écrit qui en faisait l'offre ne fût libellé en termes qui reconnussent explicitement les droits de belligérant légitime à la nation hongroise révoltée. Le gouvernement britannique n'hésita point à complaire à leurs désirs et envoya *Charles, duc de Sunderland* et le célèbre *George Stepney*, comme ministres plénipotentiaires de Sa Majesté Britannique, la Reine Anne, pour servir de médiateurs à la conclusion d'une paix honorable entre la nation hongroise et la maison d'Autriche.

Je pense, Messieurs, que je n'ai point à me justifier d'avoir supposé que le secrétaire d'État pour les affaires étrangères de Sa Majesté Britannique, actuellement régnante, ne devait pas ignorer ce précédent, et devait tout au moins avoir entendu parler des fameux papiers de Stepney (1).

(1) Aux paroles de l'illustre orateur, nous croyons devoir ajouter que les États de Hongrie ayant déclaré la maison de Hapsbourg à jamais proscrite, ce fut le gouvernement d'Angleterre qui, par sa médiation, l'y a ramenée. Mais les États de Hongrie n'entrèrent en pourparlers qu'après que les conférences eurent été transférées en Hongrie. Il n'y a en effet que les diplomates, comme lord Palmerston, qui dans leur outrecuidance ignorent jusqu'à l'histoire des conférences, leur seul métier.

Sur le rôle même de la diplomatie d'Angleterre dans ces conférences qui aboutirent au traité de Szathmar de 1711, M. de Sacy, bien que partisan de l'Autriche, dit dans son Histoire générale de Hongrie, ceci : « Les ministres de Hollande et d'*Angleterre intéressés à cette pacification*, dans la vue d'accabler plus aisément

L'extrait suivant de la note que mon envoyé adressa le 11 décembre 1848, fera mieux comprendre l'objet de cette mission.

« Les relations entre la couronne de Hongrie et l'Au-
« triche ont toujours été considérées comme appartenant au
« domaine des affaires qui se règlent par les lois du droit
« public des nations, et comme une de ces questions qui se
« règlent par le concours des grandes puissances.

« En conséquence, le soussigné a reçu mission du prési-
« dent du gouvernement provisoire de Hongrie de se rendre
« en Angleterre pour donner au cabinet anglais des infor-
« mations exactes sur l'état actuel du gouvernement de Hon-
« grie, afin d'entamer des négociations de nature à consolider
« l'ordre dans les territoires ressortissant de la couronne de
« Hongrie, et de rétablir la tranquillité, qui y a été violem-
« ment troublée par des intrigues insensées, qui menacent
« de déterminer une révolution, qui aura pour résultat d'al-
« térer grandement l'état de l'Europe, si le respect pour les
« lois et la foi jurée ne vient pas à prévaloir contre les efforts
« pervers d'une politique tout à la fois réactionnaire et révo-
« lutionnaire.

« La nécessité de résoudre cette question au point de vue
« européen étant pressante, le soussigné sollicite la faveur
« d'une prompte entrevue avec le principal secrétaire d'État
« pour les affaires étrangères de Sa Majesté Britannique. »

J'appelle cette assemblée à juger si cette démarche n'était

« Louis XIV avec les secours de l'Empire, *avaient des émissaires*
« *répandus dans la Hongrie* qui effrayaient le peuple par le tableau
« des maux qu'il devait craindre et calmaient son ressentiment
« par l'espérance d'une *paix avantageuse et durable.* ».

Voilà à quoi la médiation anglaise avait servi.

point aussi convenable que modérée, en même temps qu'elle était pacifique, honorable et légitime.

Je vous supplie de vous rappeler qu'à cette époque nous n'avions point fait de révolution ni médité le moindrement de recourir à ce moyen; nous étions la partie attaquée, attaquée en violation des traités les plus solennels de la diplomatie, traités qui constituaient une partie du droit public européen, au maintien desquels l'Angleterre était moralement engagée, puisque déjà dans le siècle dernier, elle avait servi de médiatrice dans une révolution hongroise; que sa médiation offerte spontanément avait contribué à décider les Hongrois à s'arrêter au milieu de leurs victoires, et que, sans elle, il était en leur pouvoir de rompre pour toujours avec cette parjure maison d'Autriche, que nos pères avaient aussi complétement abaissée que nous l'avons fait, il y a neuf ans.

Je vous prie de plus de vous souvenir que tout en nous défendant contre une agression que nous n'avions point provoquée, et que rien ne pouvait justifier, nous n'avions nul désir à cette époque de rompre avec la maison d'Autriche, ni d'obtenir aucun droit nouveau; nous ne voulions que conserver les libertés nationales dont nous avions hérité, telles qu'elles nous avaient récemment été confirmées de nouveau par des lois explicites, librement sanctionnées par le souverain; tout au plus désirions-nous obtenir l'assurance que ces lois ne seraient plus violées à l'avenir.

Je dois ajouter que j'avais aussi donné à mon envoyé pour instruction de proposer au gouvernement britannique la négociation d'un traité de commerce sur le principe de la liberté la plus absolue du commerce. Cette proposition n'était point sans importance, je crois, si l'on considère que le territoire étendu de la Hongrie est le plus fertile de l'Europe en toute espèce de grains, de vins, de graines oléagi-

neuses, chanvres, lin, bois de charpente, espèces tinctoriales, laines, tabac, et presque toute espèce de minéraux, tandis que d'un autre côté, ses 15 millions d'habitants, presque tous agriculteurs, offraient à vos manufactures un marché des plus importants, dont l'extension peut aisément se deviner par ce fait que, dans l'année qui précéda notre dernière guerre, les marchandises en coton importées en Hongrie s'élevèrent à elles seules à plus de deux millions et demi de livres sterling (62,500,000 francs). Sur cette quantité il y eut à peine une aune de marchandise anglaise, grâce aux droits élevés d'importation, qui nous excluaient complétement de toutes relations commerciales directes avec le monde extérieur, et réduits au commerce avec les provinces autrichiennes régies elles-mêmes par le système ruineux connu sous le nom de système colonial.

Eh bien, Messieurs ! quel accueil lord Palmerston fit-il à ce loyal appel de la Hongrie? Eut-il la condescendance d'écouter en particulier, sinon officiellement, ce que l'envoyé hongrois avait à dire? Écouta-t-il au moins les renseignements que nous offrions de lui communiquer sur un sujet qui, il aurait dû le savoir, ne pouvait être négligé sans conduire inévitablement à une crise fatale dans cette question d'Orient, qui depuis vous a valu une guerre aussi coûteuse que sanglante et qui avant peu vous exposera encore à de plus rudes épreuves?

J'ai le regret de le dire, le secrétaire d'État pour les affaires étrangères du gouvernement anglais qui, deux mois auparavant, avait non-seulement noué des relations diplomatiques formelles avec le gouvernement révolutionnaire de la Sicile et fait ordonner à l'amirauté de saluer le nouveau pavillon sicilien, mais de plus avait été jusqu'à expédier des vaisseaux pour amener en Angleterre les commissaires sici-

liens, ce même ministre anglais, avec une inconsistance remarquable, non seulement refusa d'écouter ce que nous avions à lui dire, mais désireux de se rendre agréable à cette maison d'Autriche qui, plus que toute autre dynastie, est chargée de crimes, il fit répondre en substance par son sous-secrétaire, lord Eddisbury, à l'envoyé hongrois :

« Le vicomte Palmerston ne peut vous recevoir. Le gou-
« vernement anglais ne connaît la Hongrie que comme l'une
« des parties composantes de l'empire d'Autriche; en consé-
« quence, si vous désirez faire quelque communication au
« gouvernement de Sa Majesté, il faut que ce soit par l'inter-
« médiaire du baron Koller, représentant de l'empire d'Au-
« triche en cette cour. »

On engageait le commissaire hongrois à s'adresser à l'ennemi qui était alors en train d'organiser perfidement une guerre d'extermination contre ma terre natale (1).

C'est ainsi, Messieurs, qu'on traita la Hongrie! Ce pays qui fut autrefois le boulevard de la chrétienté, qui est toujours celui de la civilisation, un pays qui a mieux mérité qu'aucun autre de la famille européenne, un pays dont Cromwell, avec sa pénétration prévoyante, a dit dans le Parlement anglais, il y a deux cents ans, que sa liberté importait au plus haut degré aux intérêts de l'Angleterre, un pays qui, par sa position géographique et son esprit de nationalité, constitue le vrai pivot autour duquel gravite la future

(1) Autant Cromwell répétait que la Hongrie est le boulevard du protestantisme et de la liberté, autant les gouvernements qui l'ont suivi, ont fait tout pour miner ce boulevard : car dans presque toutes les guerres de Hongrie contre l'Autriche, le gouvernement de l'Angleterre protestante s'était fait l'allié des Jésuites pour opprimer en faveur de l'Autriche les protestants et les libertés parlementaires de Hongrie.

solution définitive du plus grand des problèmes européens dans lequel l'Angleterre se trouve engagée; un pays, Messieurs, qui, dans vos guerres gigantesques d'autrefois contre Napoléon se tint fidèlement pendant 23 ans aux côtés de l'Angleterre, dans la bonne comme dans la mauvaise fortune, qui versa son sang comme de l'eau, et fidèle comme la lame l'est à la poignée, méprisa les ouvertures flatteuses du colossal ennemi de l'Angleterre, Napoléon-le-Grand, qui à l'époque la plus resplendissante de sa puissance, lorsqu'il avait écrasé l'Autriche et qu'à la tête de son armée victorieuse, il campait sur nos frontières, invita solennellement dans sa fameuse proclamation de 1809 la nation hongroise à ne plus gaspiller son sang pour l'Angleterre, à se choisir un roi, à vivre indépendante et à accepter l'amitié et l'alliance de la France impériale.

C'était un appel puissant, émouvant; mais la Hongrie, sublime dans sa fidélité et loyale, tout en commettant une faute politique, méprisa unanimement la proposition séduisante du César tout puissant.

Messieurs, ne fût-ce que pour ce seul fait, la Hongrie dans sa détresse, n'aurait point dû être accueillie avec dérision par un ministre anglais. (*Acclamations prolongées.*)

Hélas! Je ne trouve point de mots suffisamment expressifs pour vous dépeindre les malheurs qui ont découlé et qui découlent encore tous les jours de cette source sur mon infortunée patrie.

Je demande la permission de m'arrêter sur ces mots de la réponse de lord Palmerston, que le gouvernement britannique ne connaissait la Hongrie que comme partie intégrante de l'empire d'Autriche.

Messieurs, l'homme d'État distingué qui a présidé si longtemps à la politique étrangère de l'Angleterre, devait savoir

que la Hongrie n'était point une partie intégrante de l'empire d'Autriche. Il savait que cet empire est de création très récente, tandis que la Hongrie était depuis mille ans un royaume indépendant; il savait que quand l'empire d'Autriche fut établi en 1806, il avait été explicitement reconnu que la Hongrie n'en formait point partie intégrante; il savait que la position indépendante de la Hongrie comme distincte de l'empire d'Autriche, avait été confirmée plus tard en 1815 par le congrès de Vienne, qui forme la base du droit public européen, et de plus, il n'y avait que quelques mois que lord Palmerston avait reçu de Ferdinand V, alors notre roi et aussi empereur d'Autriche, une *notification formelle et officielle* portant que l'indépendance de la Hongrie était plus que jamais consolidée par l'établissement d'un ministère national, et que désormais sur terre comme sur mer nous ferions usage de notre propre pavillon.

Néanmoins, en dépit de tous ces faits notoires, de ces actes diplomatiques solennels, le secrétaire d'État pour les affaires étrangères a dit que le gouvernement de Sa Majesté Britannique ne connaissait la Hongrie que comme une partie intégrante de l'empire d'Autriche; c'est lui qui le premier a donné une expression officielle à cette idée de dégrader la Hongrie, en l'abaissant au rang de simple partie de l'empire d'Autriche; plus tard, ce fut également le *foreign office* qui mit en avant le projet en vertu duquel mes compagnons et moi devions être confinés dans quelque province éloignée de la Turquie, au lieu de pouvoir la quitter à notre volonté, comme le Sultan entendait qu'il nous serait permis de le faire.

Les conséquences de ce coup fatal dirigé contre l'indépendance de mon pays ont été des plus lamentables.

Messieurs, je ne fais que payer un tribut légitime à la

haute position de l'Angleterre, en disant : qu'il n'existe pas sur la terre une puissance qui oserait mettre en pièces le droit public de l'Europe sans être sûre de l'acquiescement du gouvernement anglais.

C'est pour cela qu'avant la fatale déclaration de lord Palmerston, les Hapsbourgs n'ont jamais osé procéder à l'annihilation de l'indépendance de la Hongrie; ils craignaient que l'Angleterre, cette grande personnification du principe constitutionnel dans toutes les transactions qui peuvent influer sur les intérêts généraux de l'Europe, ne mît obstacle à cette criminelle tentative.

Mais lord Palmerston, chose inexplicable, se hâta d'adresser à Vienne une copie de la fatale réponse faite au représentant de la Hongrie, donnant ainsi l'assurance au cabinet de Vienne que quand même il en viendrait à fouler aux pieds tout droit et toute loi, le gouvernement anglais n'y trouverait rien à redire, et ce ne fut qu'après la réception de cette nouvelle encourageante que les Hapsbourgs osèrent donner l'ordre aux armées impériales d'envahir la Hongrie sous la conduite de Windischgrætz.

Telle est, Messieurs, l'origine diplomatique de nos désastres nationaux.

Il y a plus :

C'est un fait historique pleinement établi par les révélations diplomatiques qui se sont fait jour pendant ces huit dernières années, que l'attaque dirigée contre la Hongrie fut concertée à l'avance entre l'Autriche et la Russie.

Le plan arrêté fut que l'Autriche ne risquerait point d'attaques contre la Hongrie, avant qu'une armée russe n'eût été introduite dans la Moldo-Valachie, sur les frontières même de la Hongrie, afin de se trouver sous la main en cas de besoin.

En conséquence, une armée russe entra dans la Moldo-Valachie durant l'été de 1848, à une époque, Messieurs, où nous n'avions aucune idée qu'un conflit dût éclater prochainement avec l'Autriche, ni même que la chose fût possible, et alors que nous étions loin de nous imaginer que l'invasion de la Moldo-Valachie par une armée russe fût en réalité un mouvement stratégique préparatoire, dirigé contre nous.

Mais le secrétaire d'État du *Foreign-Office* connaissait la véritable signification de cette invasion. En effet, le 7 novembre 1848, il écrivait à sir Stratford Canning, à Constantiple : *On pense* que l'entrée des Russes dans les *principautés danubiennes n'est point sans rapport avec les événements de Hongrie. L'empereur de Russie a songé à la possibilité qu'il pût être appelé par le gouvernement autrichien pour l'assister à rétablir l'ordre à Pesth.*

Sur cet avis, sir Stratford Canning, prévoyant les conséquences lamentables qui pourraient résulter pour la Turquie, si elle laissait la Russie se servir de son territoire, comme base stratégique d'opérations militaires dirigées contre un voisin inoffensif, conseilla à la Sublime Porte de maintenir sa neutralité; mais il reçut de Londres des ordres positifs, publiés depuis dans le livre bleu (*Blue-Book*), d'agir sur le gouvernement turc, de façon à l'engager à éviter toute collision avec la Russie et l'Autriche, à propos de la neutralité du territoire de la Turquie. Et lorsqu'il fut interpellé dans le Parlement sur la nature de l'invasion des provinces danubiennes, le secrétaire du *Foreign-Office* n'informa point le Parlement de ce fait que cette invasion avait pour but d'assister l'Autriche dans les desseins pervers qu'elle nourrissait contre la liberté hongroise; il préféra mettre fin à l'interpellation en faisant remarquer que l'invasion des provinces

danubiennes était parfaitement dans l'ordre et tout à fait sans importance.

Vous voyez, Messieurs, combien nous devons à Sa Seigneurie. C'est à la suite de ces faits que la Russie envahit la Hongrie, d'abord avec 10 à 12,000 hommes, envoyés seulement pour voir ce que dirait l'Angleterre.

Mon brave ami qui siége à mes côtés eut le plaisir de frotter et de chasser jusque chez eux ces 12,000 Russes.

Il commandait une brigade en Transylvanie sous le général Bem, lorsqu'un soir étant à souper avec ses officiers, il reçut de son général en chef l'ordre suivant, digne de Sparte :

« Il est ordonné au colonel Jhász de chasser demain « matin l'ennemi hors du pays. »

Il mit tranquillement pour cette soirée l'ordre sous son assiette, et le lendemain matin il livra un de ces brillants combats, comme il en a tant livrés, et vers midi il annonça qu'il avait chassé l'ennemi.

Eh bien! Messieurs, si le secrétaire du *Foreign-Office* avait seulement voulu écrire ces quelques mots sur une feuille de papier: Russie, halte! l'Angleterre s'oppose à votre immixtion dans les affaires domestiques de la Hongrie, vous ne vous servirez point du territoire neutre de la Turquie pour diriger contre la Hongrie une attaque injuste; Messieurs, aussi vrai qu'il y a un Dieu, pas un seul Cosaque n'aurait à l'avenir profané le sol de ma patrie martyre, et la Hongrie serait maintenant un paradis de liberté et de prospérité, bénissant le nom de l'Angleterre et lui présentant, à leur grand avantage mutuel, les riches fruits qui naissent de la liberté commerciale, et ainsi que je l'ai déjà dit, vous vous seriez épargné votre dernière guerre de Crimée et vraisemblablement aussi votre cam-

pagne de Hérat qui n'est point sans quelque rapport avec les affaires de l'Inde.

Mais, Messieurs, le gouvernement anglais, loin de présenter des objections contre l'intervention de la Russie, dépêcha à Saint-Pétersbourg un message dont voici les expressions textuelles : « *Le gouvernement de Sa Majesté n'a pas considéré cette occurrence comme nécessitant que le gouvernement de la Grande Bretagne fît connaître aucune opinion formelle sur la matière* (1). »

Ainsi rassurée par cette charte d'immunité, la Russie poussa contre nos rangs condamnés, près de 200,000 hommes de troupes fraîches, et quand la connaisance de cette attitude de l'Angleterre se répandit parmi nous, elle y sema le découragement et fraya la voie à cette trahison sans laquelle les demi-dieux sans nom de la Hongrie auraient, par le ciel ! renvoyé chez elles les hordes russes, comme mon vaillant ami y avait renvoyé leur avant-garde. Messieurs, à peine la nouvelle de notre chute fut-elle parvenue dans *Downing street*,

(1) Le noble lord Palmerston osait encore mieux mystifier la bonne foi du Parlement et de sa grande nation. Craignant que la Russie, refoulée de la Transylvanie, ne se désistât d'une seconde invasion, dont elle n'avait rien à gagner, il n'avait pas rougi de pousser le Sultan à entreprendre la guerre contre la Hongrie, sous le prétexte que l'armée hongroise, en poursuivant les Russes et les Autrichiens l'épée dans les reins, avait passé les frontières moldo-valaques. Mais Omer-Pacha a répondu qu'il conviendrait mieux au gouvernement turc de faire respecter sa neutralité par les Russes et les Autrichiens — qui font de son territoire une place de ravitaillement — que d'aller faire la guerre aux voisins inoffensifs. Six ans après le même lord qui prétendait que la Russie était dans son droit de passer le Pruth, a suscité pour ce seul fait la guerre de Crimée. Il se posait en grand libéral dans le premier comme dans le second cas.

que le ministère anglais se hâta d'exprimer à l'Autriche sa *satisfaction* et sa joie; oui, ils ont adressé l'expression de leur joie à la Russie de la terminaison de cette guerre, telle qu'elle avait eu lieu.

Puis, ô ma patrie! qu'ont-ils fait de toi?

FIN.